



Conseil de l'Eurodistrict / Rat des Eurodistrikt 25.11.2010

Landratsamt
– *Großer Sitzungssaal* –
08:00-10:00 Uhr

Compte-rendu de résultats / Ergebnisprotokoll Dr. Marcus Obrecht

1. Accueil par le Président et ouverture de la séance.

2. Mise en place d'un comité consultatif pour la politique sanitaire.

M. le Dr. Feltz souligne l'importance de ce comité pour les citoyens et pour l'Eurodistrict, qui doit faire office de laboratoire. Il s'agit tout d'abord de mettre en place une carte sanitaire, mais aussi de tenter d'utiliser en commun les services du secteur sanitaire. M. le Dr. Feltz et M. le Dr. Seufert se sont déjà déclarés prêts à diriger le comité sanitaire. M. Scherer souligne la nécessité que l'Eurodistrict ne soit pas uniquement une institution destinée à promouvoir les projets, et qu'il reprenne aussi des sujets qui n'entrent pas directement dans ses attributions, mais qui concernent les citoyens. Selon lui, l'Eurodistrict devrait disposer d'un droit d'ingérence au-delà de son pouvoir de décision, et donc tenir un rôle politique. M. Grossmann renvoie aux progrès déjà accomplis par l'Eurodistrict dans ce domaine, par exemple la possibilité d'intervention des véhicules de secours sur les deux rives du Rhin. M. Ries souligne les insuffisances de la législation européenne en ce qui concerne le libre choix du médecin. La création du comité de politique sanitaire est décidée à l'unanimité.

3. Rapport du Secrétaire général sur l'évolution du GECT depuis août 2010.

Le Secrétaire général aborde les trois principales activités réalisées depuis son entrée en fonctions en août dernier : *premièrement* l'installation du Secrétariat général à Kehl, *deuxièmement* les nombreux entretiens menés avec les différents acteurs locaux et *troisièmement* la plate-forme en ligne pour la participation des citoyens sur Internet. Cette dernière constitue à ce jour une procédure unique en Europe pour intégrer les citoyens aux processus de décisions politiques. La plate-forme en ligne permet la communication entre les citoyens et la politique, entre les citoyens et l'administration et entre les citoyens eux-mêmes, en ce qui concerne les projets individuels de l'Eurodistrict. Elle leur permet ainsi d'influencer directement sur les processus de décision politiques. Cette nouvelle forme d' "e-démocratie" a déjà eu un succès mesurable : 3.100 ordinateurs étaient reliés directement à la plate-forme, 221 citoyens se sont enregistrés et 70 propositions ont été formulées. Les tchats de M. Ries, de M. Scherer et de Mme Rafik-Elmrini ont connu une affluence particulière. Sur la plate-forme, on a discuté en particulier de trois sujets : 1) les transports publics, 2) la santé, ainsi que 3) la culture et la langue. Le Secrétaire général renvoie aux projets d'utilisation ultérieure de la plate-forme : celle-ci sera intégrée à la page d'accueil déjà existante de l'Eurodistrict et les projets proposés entreront dans le programme de travail de l'Eurodistrict. Pour l'évolution institutionnelle

de l'Eurodistrict, outre la mise en place ce jour d'une commission sanitaire, il est également important d'organiser, dans les prochains mois, d'autres groupes de travail.

M. le Dr. Müller souligne la nécessité d'étudier les possibilités de participation des citoyens au-delà des nouveaux médias. M. Grossmann met l'accent sur la nécessité que les comités reçoivent des programmes de travail précis, et demande que l'opposition politique ait elle aussi la possibilité de réaliser des tchats. M. le Dr. Petry renvoie à la nécessité d'une coordination des groupes de travail par le Secrétariat général. Pour le Secrétaire général, les tâches du Secrétariat général sont avant tout dans la présentation, la coordination et l'accompagnement des experts et des mandataires participants. Le Dr. Caroli ajoute que la mission principale des comités consiste tout d'abord à déterminer les objectifs et les tâches.

4. Étude et vote : modifications de la Convention constitutive et des statuts du GECT

4.1 Modifications dues à l'adhésion de l'État français

4.2 Modification à la demande du Président

5. Discussion : demande d'adhésion de l'État français.

On résume les points 4 et 5 de l'ordre du jour. M. Ries renvoie à la vive discussion suscitée par la demande d'adhésion à l'Eurodistrict de l'État français, discussion qui, selon lui, montre la différence fondamentale entre les deux systèmes. L'adhésion de l'État français nécessite une modification de la Convention et des statuts (4.1) ; la seconde modification porte sur l'adoption du budget, lequel, selon la proposition de modification, devrait être voté le 31 mars de chaque année seulement, alors que jusqu'ici, la date fixée dans les statuts était le 31.12. (4.2).

M. Scherer souligne la tradition allemande d'autonomie administrative communale, qui contraste avec la réalité française à tendance centraliste. Alors que l'État allemand n'a pas déposé de demande d'adhésion, l'État français souhaite être admis dans les organes de l'Eurodistrict et y détenir un siège et une voix. Ni l'asymétrie que cela crée, ni le fait qu'un État soit représenté au bureau par un siège et une voix, ne constituent un problème. Cependant, le fait qu'un État exerçant une tutelle administrative sur une communauté de communes soit représenté dans un comité directeur soulève une difficulté. M. Scherer renvoie à deux propositions de compromis : 1) l'État français se voit attribuer un siège au bureau, mais n'a pas de droit de vote. 2) l'État français reçoit un siège et une voix dans le bureau, mais la tutelle juridique est transmise à l'État allemand. M. Scherer regrette que ces propositions de compromis aient été rejetées, tout en soulignant que la partie allemande acceptera majoritairement la modification des statuts, dans l'intérêt de l'Eurodistrict. M. Ries rappelle l'indépendance de l'Eurodistrict, qui n'est pas remise en cause par l'adhésion de l'État français. Celle-ci ne constitue pas, selon lui, une mise sous tutelle de l'Eurodistrict. M. Grossmann souligne le rôle de partenariat de l'État français et conseille de prendre les choses avec philosophie. M. Gießler note avec regret que le préfet n'est pas venu ce jour pour se présenter et donner lui-même des informations sur son rôle. M. Muttach souligne qu'il ne s'agit pas de méfiance envers l'État français, mais de différences d'interprétation du système juridique communal. Il regrette que les propositions de compromis n'aient pas été prises en compte. M. Muttach déclare qu'il va s'abstenir. Madame Schreiner loue les discussions ouvertes autour de cette question. Selon elle, ce débat fait état d'une bonne culture de cohabitation, et il est important pour l'idée que l'Eurodistrict et ses organes ont de leur fonction. M. le Dr. Müller craint qu'il ne s'établisse un déséquilibre dans les organes, et il dit pouvoir imaginer que l'État allemand puisse lui aussi devenir membre de l'Eurodistrict. M. Welsche craint que l'on ne laisse échapper une chance de créer quelque chose de nouveau.

Les modifications de la Convention et des statuts sont adoptées à la double majorité simple, avec sept abstentions (4.1).

La modification du délai de vote du budget est adoptée à l'unanimité (4.2).

6. Débat concernant le budget 2011.

Le Président renvoie à l'article 2312-1 du « Code Général des Collectivités territoriales ». Celui-ci stipule que les collectivités territoriales françaises de plus de 3.500 habitants sont tenues de mener une discussion générale concernant le budget (débat d'orientation budgétaire) avant l'adoption effective de ce dernier. Cette discussion ouverte est destinée à donner la possibilité aux politiciens, avant le vote du budget, de s'exprimer lors de la séance au sujet des priorités budgétaires et de l'évolution de la situation financière de la collectivité. Le Président note dans le compte rendu que le débat d'orientation budgétaire a été tenu.

7. Étude et vote : accords concernant le remboursement des dépenses du GECT à l'Ortenaukreis et à la communauté urbaine de Strasbourg (art. 11 alinéa 7).

Le Président explique le contexte des accords concernant le remboursement des dépenses de l'Ortenaukreis et de la Communauté urbaine de Strasbourg : ces deux collectivités territoriales ont effectué des dépenses pour le compte de l'Eurodistrict et au nom de ce dernier, qui ne disposait pas encore de son propre budget. Les montants à rembourser s'élèvent à 62.354,39 € pour l'Ortenaukreis et à 106.862,19 € pour la Communauté urbaine de Strasbourg. Le projet de décision est adopté à l'unanimité.

8. Augmentation du personnel et vote.

Le Secrétaire général informe le Conseil que le bureau a décidé d'étendre le personnel : le poste de Secrétaire général délégué pour l'évolution territoriale a été proposé à Madame Martine Schneider, le poste de chargé de relations publiques à Mme Pascale Simon-Studer et le poste d'assistante à Madame Carine Schaffroth. Le projet de décision de réévaluation d'un poste (développement territorial) est reporté à la prochaine séance du Conseil.

9. Information du Président concernant les projets adoptés par le bureau et soutenus par l'Eurodistrict.

Le Secrétaire général informe le Conseil au sujet des propositions de projets adoptées par le bureau et donc soutenus par l'Eurodistrict :

Intitulé projet 10	P	Porteur du projet	Subvention demandée à l'Eurodistrict
Institut pour la Promotion du Lien Social (IPLS)	I ü f u	Conférences franco-allemandes destinées à promouvoir les valeurs humaines sur le territoire de l'Eurodistrict 1 conférence en décembre 2010, 3 à 4 conférences en 2011	IPLS pour 2010 4.250 € pour 2011 13.575 €
Réseau Express Jeunes		Journée thématique franco-allemande pour travailleurs sociaux et de jeunesse le 16.11.10 à Strasbourg. Identifier les partenaires et les structures de l'autre côté du Rhin. Échange de pratiques et savoir-faire. Initiation de nouveaux projets transfrontaliers	Réseau Express Jeunes 1.350 €
Tournois de foot franco-allemands		Cinq tournois franco-allemands sur le territoire de l'Eurodistrict au cours du premier semestre 2011. Coupe de l'Eurodistrict entre les finalistes de la CUS et de l'Ortenau	Ligue de football badoise (SBFV) 6.900 €
Harmonies sans frontières		Organisation de 2 concerts transfrontaliers des harmonies de la Wantzenau, Gamsheim, Schiltigheim et Achern les 13 et 14 novembre à la Wantzenau	Harmonie de la Wantzenau 700 €
Jeunes Chambres Économiques		Rencontre entre les JCE de Strasbourg, Offenbourg, Stuttgart et Bruxelles les 30 et 31 octobre à Strasbourg	Jeune Chambre Économique de Strasbourg 2.000 €

Dans le cadre de la discussion, M. le Dr. Petry souligne qu'à côté de ces projets venus de l'extérieur, il est nécessaire que l'Eurodistrict initie lui-même ses propres projets. Le Président soutient ce point de vue.

10. Vote : projet BAAL Novo

Le Président donne des informations au sujet de la troupe de théâtre BAAL novo. Celle-ci met en scène des pièces en langue allemande et en langue française, qui sont jouées sur les deux rives du Rhin. Elle s'adresse à un public d'enfants et de jeunes. Pour l'année 2010, on prévoit 40 représentations dans le cadre du programme Jung@Jeunes, et 50 représentations pour l'année 2011. Le Conseil décide à l'unanimité d'aider le théâtre avec une subvention de 24.000 € pour 2010 et de 30.000 € pour 2011.

11. Étude et vote : Projets de l'Eurodistrict – Journée de la randonnée 2011 (avec le „Schwarzwaldverein“ (association de la Forêt-Noire) et le „Club vosgien“) et "km Solidarité" 2011 (en association avec la CUS).

Il est décidé à l'unanimité que ces deux projets de l'Eurodistrict seront maintenus en 2011.

12. Divers.

Le Président donne quelques repères pour la poursuite du travail de l'Eurodistrict dans les domaines suivants : environnement (plan d'action commun de lutte contre le bruit, actions pour assurer et améliorer la qualité de l'air, extension du *Secrétariat permanent pour la prévention de la pollution industrielle* [SPPPI], construction durable), marketing territorial (marketing commun pour le tourisme), affaires sociales (politique des seniors), transports (covoiturage, tarifs communs dans les transports publics) et formation professionnelle (extension des cursus de formation binationaux à d'autres secteurs professionnels). Mme Rafik-Elmrini demande que l'on étudie la possibilité pour l'Eurodistrict de reprendre l'idée d'une „École politique“ comme celle poursuivie depuis plusieurs années par le Conseil de l'Europe. M. le Dr. Müller remercie le Président pour la visite qu'il a rendue au syndicat transfrontalier Vis-à-Vis et suggère que l'Eurodistrict prenne position sur le plan de transports général. Le Président explique les projets d'extension de l'Eurodistrict du côté français, au Sud et au Nord de la Communauté urbaine de Strasbourg. M. Burger propose la mise en place d'un prix Eurodistrict pour les idées contribuant à réunir les deux rives du Rhin.

Le Président clôt la séance à 11h20.



**Réunion du Conseil du GECT
« Eurodistrict Strasbourg-Ortenau »**

du jeudi 25 novembre 2010 (4ème Séance)
au Landratsamt Ortenaukreis à Offenburg
Großer Sitzungssaal

Procès-verbal de réunion

2 Instauration d'une commission consultative pour la politique de santé

Il est demandé au Conseil d'approuver la proposition de mise en place d'une commission consultative sur la santé.

Adopté

4 Modification de la convention constitutive et des statuts du GECT. Discussion et vote

Il s'agit pour le Conseil d'adopter un certain nombre de modifications relatives aux statuts et à la convention du GECT et présentées en 2 points.

4.1 Modifications suite à l'adhésion de l'Etat français

Il est demandé au Conseil d'approuver les modifications de la convention et des statuts du GECT suite à l'adhésion de l'Etat français.

Adopté

4.2 Modification suite à la demande du président

Il est demandé au Conseil d'approuver une modification des statuts du GECT demandée par le président, et concernant le report du vote budgétaire au 31 mars.

Adopté

6 Tenue du débat d'orientation budgétaire 2011

7 Délibération et vote de conventions sur le remboursement à l'Ortenaukreis et à la Communauté Urbaine de Strasbourg des frais engagés pour le compte du GECT au cours de l'année 2010 (Art.11 Al.7)

Depuis la création du GECT début 2010, l'Ortenaukreis et la Communauté Urbaine de Strasbourg ont effectué des paiements préalables pour le compte du GECT. Il est demandé au Conseil de valider les conventions de remboursement à l'Ortenaukreis et à la Communauté Urbaine de Strasbourg présentées et complétées par les déclarations de dépense en annexe.

Adopté

8 Recrutement du personnel et vote

Il est demandé au Conseil d'approuver une nouvelle délibération portant modification de la délibération adoptée par le Conseil du 17 juin 2010 relative aux conditions réglementaires à la fixation de la liste des emplois à créer et à la mise en place d'un régime indemnitaire des agents.

Vote reporté

10 Examen et vote d'une demande de participation financière du GECT

Il est demandé au Conseil d'approuver une participation financière du GECT de **54.000 €** au bénéfice du projet de théâtre transfrontalier porté par l'association BAAL novo comme suit :

*Au titre de l'année 2010
d'un montant de 24.000 €*

*Au titre de l'année 2011
d'un montant de 30.000 €*

Adopté

**11 Examen et vote de la reconduction en 2011 des manifestations grand public
« Journée randonnée » et « Km Solidarité »**

Il est demandé au Conseil d'approuver la reconduction en 2011 des manifestations grand public « Journée randonnée » et « Km Solidarité ».

Adopté

LE PRESIDENT,



ROLAND RIES



Séance du Conseil
25 novembre 2010
Landratsamt Offenburg

*- Großer Sitzungssaal –
08:00-10:00 heures*

Ordre du jour

1. Accueil par le Président et ouverture de la séance.
2. Instauration d'une commission consultative pour la politique de santé.
3. Rapport du secrétaire général sur le développement du GECT depuis août 2010.
4. Délibération et vote : Modification de la Convention constitutive et des statuts du GECT.
 - 4.1 Modifications suite à l'adhésion de l'Etat français
 - 4.2 Modification suite à la demande du Président
5. Discussion : Demande d'adhésion de l'État français.
6. Débat d'orientation budgétaire 2011.
7. Délibération et vote : Convention sur le remboursement à l'Ortenaukreis et à la Communauté Urbaine de Strasbourg des frais engagés pour le compte du GECT au cours de l'année 2010 (Art. 11 Al. 7).
8. Recrutement du personnel et vote.
9. Information du Président sur les projets auxquels le Bureau de l'Eurodistrict a décidé d'octroyer une subvention.
10. Délibération et vote : Projet BAAL Novo.
11. Délibération et vote : Manifestation grand public 2011 de l'Eurodistrict : Journée randonnée (avec le « Schwarzwaldverein » et le « Club vosgien ») et « km solidarité » (avec la CUS).
12. Divers



Sitzung des Rates

25. November 2010
Landratsamt Ortenaukreis

*- Großer Sitzungssaal –
8.00-10.00 Uhr*

Tagesordnung

1. Empfang durch den Präsidenten und Eröffnung der Sitzung.
2. Einrichtung eines beratenden Ausschusses für Gesundheitspolitik.
3. Bericht des Generalsekretärs über die Entwicklung des EVTZ seit August 2010.
4. Prüfung und Abstimmung: Änderungen der Gründungsvereinbarung und der Satzung des EVTZ.
 - 4.1 Änderungen bedingt durch den Beitritt des französischen Staates
 - 4.2 Änderung auf Wunsch des Präsidenten
5. Diskussion: Aufnahmeantrag französischer Staat.
6. Debatte über den Haushaltsplan 2011.
7. Prüfung und Abstimmung: Vereinbarungen über die Erstattung von Ausgaben des EVTZ an den Ortenaukreis und die Stadtgemeinschaft Straßburg (Art. 11 Abs. 7).
8. Personalgewinnung und Abstimmung.
9. Information des Präsidenten über die vom Vorstand angenommenen und vom Eurodistrikt unterstützen Projekte.
10. Prüfung und Abstimmung: Projekt BAAL Novo.
11. Prüfung und Abstimmung: Projekte des Eurodistrikts – Wandertag 2011 (zsm. mit „Schwarzwaldverein“ und „Club vosgien“) und "km Solidarität" 2011 (zsm. mit der CUS).
12. Sonstiges.

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Euro- distriktrates 4/2010	Date de la séance / Sitzungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 2 de l'ordre du jour / Punkt 2 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Instauration d'une commission consultative de santé – Einrichtung eines beratenden Gesundheitsausschusses

I. Rapport / Sachverhalt:

La question de mise en place d'une commission consultative pour la politique de santé au sein de l'Eurodistrict a fait l'objet de débats, et des vœux dans cette direction ont été formulés lors de la conférence sur la santé, organisée conjointement par l'Eurodistrict, Euro Info Consommateur et une association de citoyens en région transfrontalière le 8 juillet dernier. Cette commission sera créée dans le but d'apporter une expertise au conseil et de formuler des propositions pour améliorer la couverture santé transfrontalière. La commission pourrait comprendre également des personnes qui n'appartiennent pas au conseil, notamment des partenaires extérieurs venant du monde de la santé, de la société civile et des associations de citoyens.

Die Frage nach der Einrichtung eines beratenden Ausschusses des Eurodistrikts wurde auf der vom Eurodistrikt, Euro Info Verbraucher und einer Bürgervereinigung organisierten Gesundheitskonferenz am 8. Juli diesen Jahres diskutiert und Wünsche in diese Richtung wurden geäußert. Der Ausschuss wird mit dem Ziel eingesetzt, dem Rat mit Expertise zur Seite zu stehen und Vorschläge zu formulieren wie die grenzüberschreitende Gesundheitsversorgung verbessert werden kann. Der Ausschuss kann auch Personen, welche nicht Ratsmitglieder sind aufnehmen, vor allem Akteure aus dem Gesundheitswesen, der Zivilgesellschaft und der Bürgervereinigungen.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve la proposition de mise en place d'une commission consultative sur la santé et charge le secrétaire général de l'exécution de cette tâche. La commission peut être composée de membres du Conseil, de professionnels de la santé, ainsi que de personnes appartenant à la société civile et à des associations de citoyens.

Der Eurodistriktrat stimmt dem Vorschlag der Einrichtung eines beratenden Ausschusses für die Gesundheitspolitik zu und beauftragt den Generalsekretär mit der Ausführung dieser Aufgabe. Der Ausschuss kann sich aus Mitgliedern des Rates, Vertretern aus dem Gesundheitsbereich und Personen der Zivilgesellschaft sowie der Bürgervereinigungen zusammensetzen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Ratssitzung 4 / 2010	Date de la séance / Sitzungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 4.1 de l'ordre du jour / Punkt 4.1 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Proposition d'avenant à la convention et aux statuts du GECT - Modifications engendrées par l'adhésion de l'Etat français / *Nachtragsvorschläge für die Gründungsvereinbarung und die Satzung des EVTZ – Änderungen, die sich aus dem Beitritt des französischen Staates ergeben.*

I. Rapport / Sachverhalt:

Suite au courrier adressé au Président du GECT « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » par le Préfet de la Région Alsace en date du 24 mars 2010, il convient de modifier les statuts et la convention constitutive du GECT afin de permettre l'adhésion de l'Etat français à cette collectivité.

Conformément à l'article 6.2 de la convention constitutive : « *la demande d'adhésion de chaque nouveau membre potentiel doit être formulée par écrit au Groupement et donne lieu à une recommandation du Bureau.*

Le Conseil décide de l'admission du nouveau membre selon les règles de majorité prévues au point 6.1 [double majorité simple des représentants statutaires français et allemands. La délibération est notifiée aux membres.]

L'admission prend effet dès l'entrée en vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification par le représentant de l'Etat qui a autorisé la création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat du ressort du nouveau membre potentiel, selon les règles de son droit interne ».

Aufgrund des Schreibens des Präfekten der Region Elsass an den Präsidenten des EVTZ „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ vom 24. März 2010 sollen die Gründungsvereinbarung und die Satzung des EVTZ geändert werden, um den Beitritt des französischen Staates in den Verbund zu ermöglichen.

Gemäß Artikel 6.2 der Gründungsvereinbarung ist „*die Aufnahme eines neuen Mitglieds schriftlich beim Verbund zu beantragen und der Vorstand gibt hierzu eine Empfehlung ab.*

Der Rat beschließt über den Antrag mit der Mehrheit nach Ziffer 6.1 dieses Artikels (doppelte einfache Mehrheit der satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter. Der Beschluss wird den Mitgliedern schriftlich mitgeteilt).

Die Aufnahme wird wirksam mit Inkrafttreten der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das neue Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts“.

Convention constitutive

- Propos introductif : rajout de « *la République française* », dans l'énumération des parties signataires de la convention constitutive du Groupement.

- dans les visas : rajout in fine
 - de l'arrêté du Préfet de la Région Alsace, en date du 28 janvier 2010, portant création du Groupement européen de coopération territoriale (GECT) dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau », composé des membres fondateurs.

 - de la déclaration politique signée le 4 février 2010 par les membres fondateurs, par laquelle les signataires s'engagent à modifier la convention et les statuts dans le but de permettre une participation pleine et entière de la République française au Groupement.

- Article 1.1 : rajout de « *la République française* », dans la liste des membres ayant adhéré au Groupement.

- Article 4 : nouvelle rédaction : « *L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau couvre, dans un 1^{er} temps, le territoire de la Communauté Urbaine de Strasbourg, pour la partie française, et le territoire sur lequel s'exercent les compétences des membres de la partie allemande énumérés à l'article 1 de la présente convention* ».

Statuts

- Article 3.1 : nouvelle rédaction : « *Le Conseil se compose de représentants de tous les membres du Groupement, de droit ou désignés selon le cas par chaque assemblée délibérante des collectivités membres ou par la République française pour ce qui la concerne* ».

Gründungsvereinbarung

- Einleitung: Hinzufügung von „*der Französischen Republik*“ in die Liste der Unterzeichner der Gründungsvereinbarung des Verbunds.

- In den Vermerken: Hinzufügung am Ende
 - des Erlasses des Préfekten der Region Elsass vom 28. Januar 2010 über die Gründung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) mit der Bezeichnung „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“, bestehend aus den Gründungsmitgliedern;

 - der am 4. Februar 2010 von den Gründungsmitgliedern unterschriebenen politischen Erklärung in der sich die Unterzeichner dazu verpflichten, die Gründungsvereinbarung und die Satzung dahin zu ändern, dass die französische Republik als volles Mitglied dem Verbund beitreten kann.

- Artikel 1.1: Hinzufügung von „*der Französischen Republik*“ in die Liste der Mitglieder kraft Beitritts.

- Artikel 4: neue Formulierung „*Der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau umfasst zunächst das Gebiet der Stadtgemeinschaft Straßburg für den französischen Teil und auf deutscher Seite das Gebiet, auf das sich die Zuständigkeit der in Art. 1 dieser Vereinbarung aufgezählten deutschen Mitglieder erstreckt.*“

Satzung

- Artikel 3.1: neue Formulierung: „*Der Rat setzt sich aus Vertretern aller Verbundmitglieder zusammen; d.h. aus Vertretern kraft Amtes und aus von den Entscheidungsgremien der Mitgliedskörperschaften und von der französischen Republik benannten Vertretern.*“

- Article 3.2 : nouvelle rédaction :
« *Le Conseil se compose de **50 membres** répartis à parts égales entre la partie française et la partie allemande* ».
- Article 3.2 §2 : nouvelle rédaction :
« *au titre de la partie française, **25** membres, soit :*
➤ ***24** représentants de la Communauté Urbaine de Strasbourg, dont le représentant légal et le Maire de Strasbourg*
➤ ***1** représentant de la République française* ».
- Article 3.2 §3 : nouvelle rédaction :
« *au titre de la partie allemande, **25** membres, soit :*

- *13 représentants de l'Ortenaukreis, dont le représentant légal,*

- *3 représentants de la ville d'Offenburg, dont le représentant légal,*

- *3 représentants de la ville de Lahr, dont le représentant légal,*

- *2 représentants de la ville de Kehl, dont le représentant légal,*

- *2 représentants de la ville d'Achern, dont le représentant légal,*

- *2 représentants de la ville d'Oberkirch, dont le représentant légal.*
- Article 3.3 : Modification de la première phrase « *Les représentants de la République Fédérale d'Allemagne et du Land de Bade-Wurtemberg sont invités en qualité d'observateurs.* »
- Article 7.1 : nouvelle rédaction « *Le Bureau est composé du Président, du Vice-Président et de 10 à 14 membres, dont le représentant de la République française, représentant paritairement la partie allemande et la partie française.*
- Artikel 3.2: neue Formulierung:
„*Der Eurodistriktrat besteht zunächst aus **50 Mitgliedern**, die zu gleichen Teilen auf die französische und auf die deutsche Seite entfallen*“
- Artikel 3.2 §2 : neue Formulierung:
„*für die französische Seite **25** Vertreter, nämlich:*
- ***24** Vertreter der Stadtgemeinschaft Straßburg, darunter der gesetzliche Vertreter und der Oberbürgermeister von Straßburg;*
- ***1** Vertreter der französischen Republik* ;
- Artikel 3.2 §3 : neue Formulierung:
„*für die deutsche Seite **25** Mitglieder, nämlich:*

- *13 Vertreter des Ortenaukreises, darunter der gesetzliche Vertreter,*

- *3 Vertreter der Stadt Offenburg, darunter der gesetzliche Vertreter,*

- *3 Vertreter der Stadt Lahr, darunter der gesetzliche Vertreter,*

- *2 Vertreter der Stadt Kehl, darunter der gesetzliche Vertreter,*

- *2 Vertreter der Stadt Achern, darunter der gesetzliche Vertreter,*

- *2 Vertreter der Stadt Oberkirch, darunter der gesetzliche Vertreter,*
- Artikel 3.3 : Änderung des ersten Satzes: « *Die Vertreter der Bundesrepublik Deutschland und des Landes Baden-Württemberg sind als Beobachter eingeladen.*“
- Artikel 7.1 : neue Formulierung
„*Der Vorstand besteht aus dem Präsidenten, dem Vize-Präsidenten und 10 bis 14 Mitgliedern, die paritätisch den deutschen und den französischen Teil vertreten, darunter der Vertreter der*

A l'exception du représentant de la République française, du Président et du Vice-Président, membres de droit du Bureau, les autres membres sont élus par le Conseil. »

- Article 11.2§2 : nouvelle rédaction
« *La partie française supportera la moitié de la contribution financière totale, à raison de :*
- *5% du montant dû par la partie française, pour la République française ;*
- *95% du montant dû par la partie française pour la Communauté urbaine de Strasbourg.*
La contribution est calculée en fonction du nombre d'habitants au dernier recensement général ou complémentaire connu de la Communauté urbaine de Strasbourg ».
- Article 11.6 : est complété par la phrase suivante :

„ Pour la première année d'adhésion, la contribution de la République française pourra être remboursée à la Communauté urbaine de Strasbourg. »

L'article 11 ne comporte pas d'autres modifications.

française Republik. Mit Ausnahme des Vertreters der französischen Republik, des Präsidenten und des Vize-Präsidenten, die kraft Amtes Mitglieder des Vorstands ist, werden alle anderen Mitglieder des Vorstands vom Rat gewählt.“

- Artikel 11.2§2: neue Formulierung
„Die französische Seite trägt die Hälfte des Gesamtbeitrags, nämlich:
- *5% des von der französischen Seite geschuldeten Beitrags für die französische Republik.*
- *95% des von der französischen Seite geschuldeten Beitrags für die Stadtgemeinschaft Strasbourg.*
Der Beitrag berechnet sich nach der Einwohnerzahl gemäß dem letzten amtlichen Zensus“.
- Artikel 11.6 : wird wie folgt ergänzt :

„Für das erste Beitrittsjahr kann der Beitrag der französischen Republik der Stadtgemeinschaft Strasbourg zurück-erstattet werden.“

Artikel 11 wurde sonst nicht verändert.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve les modifications de la convention constitutive et des statuts, engendrées par l'adhésion de l'Etat français.

Ces modifications seront notifiées aux collectivités membres du Groupement et la nouvelle version des statuts et de la convention constitutive sera transmise, pour validation, à l'Etat français.

Der Eurodistriktrat stimmt den Änderungen der Gründungsvereinbarung und der Satzung zu, die sich durch den Beitritt des französischen Staates ergeben.

Diese Änderungen werden den Mitglieds-körperschaften des Verbunds mitgeteilt und die neue Fassung der Satzung und der Gründungsvereinbarung wird dem französischen Staat zur Genehmigung überreicht.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Euro- distriktrates 4/2010	Date de la séance / Sitzungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 4.2 de l'ordre du jour / Punkt 4.2 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Modification des statuts du GECT - Modification demandée par le président / Änderung der Satzung des EVTZ – Änderungsanfrage des Präsidenten

I. Rapport / Sachverhalt:

Statuts

- Article 12 : nouveau paragraphe 1
« Le Conseil vote le budget primitif (budget prévisionnel) sur proposition du Président, au plus tard **le 31 mars** de chaque année. [...] »
Le reste de cet article est inchangé

Satzung

- Artikel 12: neuer Absatz 1
"Der Rat beschließt den Haushalt (budget prévisionnel) auf Vorschlag des Präsidenten spätestens bis zum **31. März** jeden Jahres."
Der weitere Wortlaut des Artikels bleibt unverändert.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict approuve la modification des statuts demandée par le Président du GECT, afin de faciliter la gestion budgétaire de la structure.

Cette modification sera notifiée aux collectivités membres du Groupement et la nouvelle version des statuts sera transmise, pour validation, à l'Etat français.

Der Eurodistriktrat stimmt der Änderung der Satzung zu, wie sie vom Präsidenten des EVTZ vorgeschlagen wurde. Damit soll eine Vereinfachung der Haushaltsführung erreicht werden.

Diese Änderung wird den Mitgliedskörperschaften des Verbundes angezeigt. Die neue Version der Satzung wird zur Validierung dem französischen Staat weitergeleitet.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Zustimmung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss
---	--



Version soumise au Conseil du 25 novembre 2010 / Textfassung zur Vorlage bei der Ratssitzung am 25. November 2010

<p>Convention constitutive du Groupement Européen de Coopération Territoriale « EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU »</p>	<p>Gründungsvereinbarung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „EURODISTRIKT STRASBOURG-ORTENAU“</p>
<p>Entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la République française - la Communauté Urbaine de Strasbourg*, - le Landkreis Ortenaukreis*, - la Ville d'Offenburg*, - la Ville de Lahr*, - la Ville de Kehl*; - la Ville d'Achern*; - la Ville d'Oberkirch*. <p>PREAMBULE : Vu</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Déclaration Commune franco-allemande du Président de la République française Jacques CHIRAC et du Chancelier Gerhard SCHRODER, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée, le 22 janvier 2003, selon laquelle « Nous soutenons la création d'un Eurodistrict Strasbourg-Kehl, bien desservi, ayant vocation à explorer de nouvelles formes de coopération et à accueillir des institutions européennes » ; - la résolution commune des collectivités locales désignées ci- 	<p>Zwischen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Französischen Republik - der Stadtgemeinschaft Strasbourg, (Communauté Urbaine de Strasbourg)*, - dem Landkreis Ortenaukreis*, - der Stadt Offenburg*, - der Stadt Lahr*, - der Stadt Kehl*, - der Stadt Achern*, - der Stadt Oberkirch*. <p>PRÄAMBEL In Anbetracht</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Gemeinsamen deutsch-französischen Erklärung des Bundeskanzlers der Bundesrepublik Deutschland, Gerhard SCHRODER, und des Präsidenten der Französischen Republik, Jacques CHIRAC, zum 40. Jahrestag des Elysée-Vertrags am 22. Januar 2003, in der es heißt: „Wir unterstützen die Schaffung eines Eurodistrikts Strasbourg-Kehl mit guter Verkehrsanbindung, um neue Formen der Kooperation zu erforschen und europäische Institutionen aufzunehmen“; - der Gemeinsamen Resolution der oben genannten

* Membres fondateurs / Gründungsmitglieder

Modifications en jaune = modifications engendrées par l'adhésion de l'Etat français

Gelbe Änderungen = Änderungen, die sich aus dem Beitritt des französischen Staates ergeben

<p>dessus, pour la création d'un Eurodistrict, du 24 mai 2003 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la note de cadrage des Ministres délégués aux affaires européennes français et allemand du 30 juin 2003 ; - la Convention relative à la création de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, du 17 octobre 2005 ; - le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) ; - la Résolution de Lahr, du 11 octobre 2008 ; - le Rapport présenté le 3 février 2009, par MM. Bernard COTTIN et Erwin VETTER, sur demande des Ministres français et allemand délégués aux affaires européennes. <p>- de l'arrêté du Préfet de la région Alsace, en date du 28 janvier 2010, portant création du Groupement européen de coopération territoriale (GECT) dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau », composé des membres fondateurs.</p> <p>- de la déclaration politique signée le 4 février 2010 par les membres fondateurs, par laquelle les signataires s'engagent à modifier la convention et les statuts dans le but de permettre une participation pleine et entière de la République française au Groupement.</p> <p>DESIREUX - d'apporter une plus-value à tous les</p>	<p><i>Gebietskörperschaften zur Errichtung eines Eurodistrikts vom 24. Mai 2003;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>des „Eckpunktepapers“ des deutschen und des französischen Staatsministers für Europa vom 30. Juni 2003;</i> - <i>der Vereinbarung über die Gründung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau vom 17. Oktober 2005;</i> - <i>der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ);</i> - <i>der Lahrer Erklärung vom 11. Oktober 2008;</i> - <i>des am 3. Februar 2009 von Bernard COTTIN und Erwin VETTER auf Ersuchen des deutschen und französischen Staatsministers für Europa vorgelegten Berichts;</i> <p>- <i>des Erlasses des Präfekten der Region Elsass vom 28. Januar 2010 über die Gründung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) mit der Bezeichnung „Eurodistrikt Straßburg-Ortenau“, bestehend aus den Gründungsmitgliedern.</i></p> <p>- <i>der am 4. Februar 2010 von den Gründungsmitgliedern unterschriebenen politischen Erklärung in der sich die Unterzeichner dazu verpflichten, die Gründungsvereinbarung und die Satzung dahin zu ändern, dass die französische Republik als volles Mitglied dem Verbund beitreten kann.</i></p> <p>IN DEM BESTREBEN - <i>einen Mehrwert für alle Bürgerinnen</i></p>
---	---

<p>citoyens et citoyennes de son territoire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - de devenir un laboratoire de l'Europe unie ; - de fonder sur leurs territoires les bases d'un Eurodistrict innovant, ayant vocation à se transformer progressivement en une réelle intercommunalité transfrontalière reposant sur le principe de la codécision ; - de conforter la dimension européenne de la Ville de Strasbourg, siège d'institutions et d'organisations européennes et de s'appuyer sur l'intensité de la coopération transfrontalière préexistante ; <p>IL EST CONVENU CE QUI SUIT :</p>	<ul style="list-style-type: none"> - und Bürger des Gebietes zu schaffen, sich zu einem Labor des geeinten Europas zu entwickeln, - auf ihren Gebieten die Grundlagen für einen innovativen Eurodistrikt zu schaffen, der sich schrittweise zu einem wahrhaft grenzüberschreitenden, auf dem Prinzip von gemeinsamen Entscheidungen beruhenden Gemeindeverband entwickeln soll, - die europäische Dimension Strasbourg als Sitz europäischer Institutionen und Organisationen zu stärken und sich auf die Intensität bestehender grenzüberschreitender Zusammenarbeit zu stützen, <p>WIRD FOLGENDES VEREINBART:</p>
<p>ARTICLE 1 : Constitution de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. En application du Règlement CE 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, les membres suivants constituent un Groupement Européen de Coopération Territoriale de droit français, (GECT) dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » en français et « Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau » en allemand :</p> <p><u>Membres fondateurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la Communauté Urbaine de Strasbourg, - le Landkreis Ortenaukreis, - la Ville d'Offenburg, - la Ville de Lahr, - la Ville de Kehl, - la Ville d'Achern, - la Ville d'Oberkirch. <p><u>Membre(s) ayant adhéré au</u></p>	<p>ARTIKEL 1: Gründung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 gründen die nachfolgend aufgeführten Mitglieder einen Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) nach französischem Recht, der die Bezeichnung „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ auf Französisch und „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ auf Deutsch trägt.</p> <p><u>Gründungsmitglieder:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - die Stadtgemeinschaft Strasbourg, (Communauté Urbaine de Strasbourg) - der Landkreis Ortenaukreis, - die Stadt Offenburg, - die Stadt Lahr, - die Stadt Kehl, - die Stadt Achern. - die Stadt Oberkirch. <p><u>Mitglieder kraft Beitritts:</u></p>

<p>Groupement : - La République française</p> <p>2. Le groupement peut néanmoins admettre d'autres membres tels que définis par l'article 3 du règlement communautaire 1082/2006 sus-mentionné,</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'ils y ont un intérêt au regard de leurs compétences et de celles de l'Eurodistrict, - ou s'ils justifient d'un intérêt de nature à promouvoir l'Eurodistrict. <p>3. La demande d'adhésion de chaque membre potentiel est définie par les dispositions de l'article 6 de la présente convention constitutive.</p> <p>Ces adhésions ultérieures entraîneront une modification de la convention constitutive et des statuts.</p> <p>4. La République Fédérale d'Allemagne et le Land de Bade-Wurtemberg ont la qualité d'observateurs au sein du Groupement. Ils participent aux débats du Conseil, mais ne prennent pas part aux votes.</p>	<p>- die französische Republik</p> <p>2. Dem Verbund können darüber hinaus weitere Mitglieder gemäß Artikel 3 der oben genannten EG-Verordnung Nr. 1082/2006 beitreten,</p> <ul style="list-style-type: none"> - sofern diese aufgrund ihrer eigenen sowie der Zuständigkeiten des Eurodistrikts ein Interesse daran haben, - oder ihr Beitritt den Interessen des Eurodistrikts dient. <p>3. Mit Beitrittsanträgen potenzieller Mitglieder wird gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 dieser Gründungsvereinbarung verfahren.</p> <p>Die spätere Aufnahme von Mitgliedern erfordert die Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung.</p> <p>4. Die Bundesrepublik Deutschland und das Land Baden-Württemberg haben innerhalb des Verbunds Beobachterstatus. Sie nehmen an den Verhandlungen des Rates teil, beteiligen sich jedoch nicht an den Abstimmungen.</p>
<p>ARTICLE 2 : Siège</p> <p>Le siège de l'Eurodistrict est situé à Strasbourg. Le secrétariat est situé à Kehl.</p>	<p>ARTIKEL 2: Sitz</p> <p>Der Sitz des Eurodistrikts ist Strasbourg. Die Geschäftsstelle befindet sich in Kehl.</p>
<p>ARTICLE 3 : Droit applicable et reconnaissance mutuelle</p> <p>1. L'Eurodistrict est régi par le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de coopération territoriale, par sa convention constitutive et ses statuts, et subsidiairement par le droit de l'Etat</p>	<p>ARTIKEL 3: Anwendbares Recht und gegenseitige Anerkennung</p> <p>1. Der Eurodistrikt unterliegt der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit, dieser Gründungsvereinbarung und seiner Satzung, subsidiär unterliegt er</p>

<p>où le groupement a son siège, soit le droit français.</p> <p>2. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict » est un organisme de droit public créé sous la forme d'un syndicat mixte en application des articles L. 1115-4-2 et L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales.</p> <p>3. Le contrôle administratif, budgétaire et financier de l'Eurodistrict sera réalisé conformément au droit français. Les autorités chargées du contrôle en France échangent toutes les informations appropriées avec les autorités allemandes équivalentes et pourront être saisies par ces dernières.</p>	<p><i>dem Recht des Staates, in dem der Verbund seinen Sitz hat, d.h. französischem Recht.</i></p> <p><i>2. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt“ ist eine öffentlich-rechtliche Einrichtung in Form eines Syndicat mixte nach Art. L. 1115-4-2 und L.5721-1 ff des Code Général des Collectivités territoriales.</i></p> <p><i>3. Die Aufsicht über die Verwaltungstätigkeit, den Haushalt und die Finanzen des Eurodistrikts richtet sich nach französischem Recht. Die für die Aufsicht zuständigen französischen Behörden tauschen geeignete Erkenntnisse mit den entsprechenden deutschen Stellen aus und können von letzteren angerufen werden.</i></p>
<p>ARTICLE 4 : Périmètre géographique</p> <p>L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau couvre, dans un premier temps, le territoire de la Communauté Urbaine de Strasbourg, pour la partie française, et le territoire sur lequel s'exercent les compétences des membres de la partie allemande énumérés à l'article 1 de la présente convention.</p>	<p>ARTIKEL 4: Gebietskulisse</p> <p><i>Der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau umfasst zunächst das Gebiet der Stadtgemeinschaft Straßburg für den französischen Teil und auf deutscher Seite das Gebiet, auf das sich die Zuständigkeit der in Art. 1 dieser Vereinbarung aufgezählten deutschen Mitglieder erstreckt.</i></p>
<p>ARTICLE 5 : Objet et missions</p> <p>1. L'Eurodistrict a pour objet général de promouvoir, de soutenir, d'encourager et de coordonner la coopération transfrontalière en veillant à la mise en oeuvre de projets communs.</p> <p>2. Afin d'atteindre les objectifs politiques mentionnés en préambule de la présente convention, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau se donne plus particulièrement les missions suivantes :</p> <p>a.) mettre en oeuvre des projets</p>	<p>ARTIKEL 5: Zweck und Aufgaben</p> <p><i>1. Der Eurodistrikt hat das allgemeine Ziel, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zu fördern, zu unterstützen, zu ermutigen und abzustimmen, indem er für die Umsetzung gemeinsamer Vorhaben sorgt.</i></p> <p><i>2. Im Hinblick auf die Erreichung der in der Präambel dieser Vereinbarung genannten politischen Ziele stellt sich der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau insbesondere die folgenden Aufgaben:</i></p> <p>a.) Durchführung von</p>

<p>transfrontaliers relevant des domaines de compétences communs des membres du groupement.</p> <p>A ce titre, les champs d'intervention suivants seront considérées comme prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - actions contribuant au développement durable et à un aménagement du territoire concerté et cohérent de part et d'autre de la frontière ; - actions visant à améliorer la vie quotidienne de la population et à supprimer les contraintes engendrées par la frontière ; - promotion et soutien du bilinguisme sur le territoire de l'Eurodistrict ; - actions visant à soutenir le développement d'un espace culturel transfrontalier ; - renforcement de l'attractivité et promotion du territoire ; - renforcement de la coopération avec les institutions et organismes européens. <p>b.) développer des équipements communs, le cas échéant mutualiser les services présents sur le territoire ;</p> <p>c.) soutenir les réseaux de citoyens qui contribuent à la réalisation des objectifs de l'Eurodistrict ;</p> <p>d.) assurer un rôle d'impulsion, d'accompagnement, de lobbying afin de favoriser la réalisation de projets d'intérêt transfrontalier.</p>	<p><i>grenzüberschreitenden Projekten in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereichen der Mitglieder des Verbundes.</i></p> <p><i>Dabei gelten die folgenden Aktionsbereiche als vorrangig:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Maßnahmen zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung sowie einer abgestimmten und kohärenten Raumplanung auf deutscher und französischer Seite;</i> - <i>Maßnahmen, die zur Verbesserung des Alltags der Bevölkerung und zum Abbau grenzbedingter Erschwernisse beitragen;</i> - <i>Förderung und Unterstützung der Zweisprachigkeit auf dem Gebiet des Eurodistrikts;</i> - <i>Unterstützung der Entwicklung eines grenzüberschreitenden Kulturraums;</i> - <i>Stärkung der Attraktivität des Gebietes;</i> - <i>Stärkung der Zusammenarbeit mit den europäischen Institutionen und Organisationen.</i> <p>b.) <i>Entwicklung gemeinsamer Infrastruktureinrichtungen und gemeinsame Nutzung von bestehenden Angeboten und Dienstleistungen;</i></p> <p>c.) <i>Unterstützung von Bürgerinitiativen die zur Verwirklichung der Ziele des Eurodistrikts beitragen.</i></p> <p>d.) <i>Initiierung, Begleitung und Unterstützung von grenzüberschreitenden Projekten.</i></p>
--	--

<p>e.) solliciter des cofinancements nationaux ou européens en vue de la réalisation de ses différentes missions ;</p> <p>f.) promouvoir et faciliter la formation de réseaux transfrontaliers au niveau associatif, socio-économique, ou institutionnel ;</p> <p>g.) participer à des actions de coopération dépassant le périmètre de l'Eurodistrict, afin de renforcer la cohésion économique et sociale et le développement durable du Rhin Supérieur;</p> <p>h.) participer à des échanges d'expériences entre régions frontalières, à l'échelle nationale ou européenne;</p> <p>i.) assurer la représentation de l'Eurodistrict au sein d'organismes et de réseaux nationaux, européens et internationaux afin d'assurer le positionnement et la promotion commune de ce territoire ;</p> <p>j.) conforter son positionnement européen en faisant du statut de Strasbourg, capitale de l'Europe démocratique et parlementaire, un élément incontestable de l'image de marque de l'Eurodistrict.</p>	<p>e.) <i>Beantragung nationaler oder europäischer Kofinanzierung zur Durchführung seiner verschiedenen Aufgaben;</i></p> <p>f.) <i>Förderung und Erleichterung der Schaffung grenzüberschreitender Netzwerke von Vereinen und Verbänden sowie im gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und institutionellen Bereich;</i></p> <p>g.) <i>Beteiligung an Kooperationen über das Gebiet des Eurodistrikts hinaus zur Stärkung des wirtschaftlichen und sozialen Zusammenhalts sowie zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung in der Oberrheinregion;</i></p> <p>h.) <i>Beteiligung am Informationsaustausch zwischen Grenzregionen im nationalen und europäischen Rahmen;</i></p> <p>i.) <i>Vertretung des Eurodistrikts in nationalen, europäischen und internationalen Gremien und Netzwerken zur Gewährleistung der Positionierung des Gebietes und des gemeinsamen Standortmarketings;</i></p> <p>j.) <i>Stärkung der europäischen Positionierung des Gebietes, indem die Rolle Straßburgs als Hauptstadt des demokratischen und parlamentarischen Europas als unbestreitbarer Bestandteil des Eurodistrikt-Images verankert wird.</i></p>
<p>3. L'action commune au sein de l'Eurodistrict n'est pas exclusive d'autres formes de coopération transfrontalière pouvant être menées par les membres</p>	<p>3. <i>Das gemeinsame Handeln im Eurodistrikt schließt andere Formen von grenzüberschreitender Zusammenarbeit nicht aus, die Mitglieder projektbezogen</i></p>

<p>en fonction des projets concernés et de partenariats appropriés. L'Eurodistrict peut assister ses membres dans le montage et la mise en œuvre des projets d'intérêt transfrontalier.</p>	<p><i>oder aufgrund von geeigneten Partnerschaften eingehen möchten. Der Eurodistrikt kann seine Mitglieder bei der Aufstellung und der Durchführung von Projekten von grenzüberschreitendem Interesse unterstützen.</i></p>
<p>ARTICLE 6 : Modification de la présente convention</p> <p>1. Cas général: La convention est modifiée après décision du Conseil qui statue à la double majorité simple des représentants statutaires français et allemands. La délibération est notifiée aux membres</p> <p>Toute modification de la convention doit être approuvée par les autorités qui ont autorisé la création du Groupement dans les conditions fixées à l'article 4 du Règlement CE n°1082/2006.</p> <p>2. Adhésion de nouveaux membres: La demande d'adhésion de chaque nouveau membre potentiel doit être formulée par écrit au Groupement et donne lieu à une recommandation du Bureau.</p> <p>Le Président inscrit la demande à l'ordre du jour du Conseil.</p> <p>Le Conseil décide de l'admission selon les règles de majorité prévues au point 1 du présent article.</p> <p>L'admission prend effet dès l'entrée en vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification de la convention et des statuts par le représentant de l'Etat qui a autorisé la création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat du ressort du nouveau membre potentiel, selon les règles de son droit interne.</p>	<p>ARTIKEL 6: Änderung der Gründungsvereinbarung</p> <p>1. Allgemeine Regel: <i>Änderungen der Vereinbarung erfolgen auf Beschluss des Rates, der jeweils die einfache Mehrheit der satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter erfordert. Der Beschluss wird den Mitgliedern schriftlich mitgeteilt.</i></p> <p><i>Jede Änderung der Vereinbarung bedarf der Zustimmung der Behörden, die die Gründung des Verbundes gemäß dem in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 festgelegten Verfahren genehmigt haben.</i></p> <p>2. Aufnahme neuer Mitglieder: <i>Die Aufnahme eines neuen Mitglieds ist schriftlich beim Verbund zu beantragen; der Vorstand gibt hierzu eine Empfehlung ab.</i></p> <p><i>Der Präsident setzt den Antrag auf die Tagesordnung des Rates.</i></p> <p><i>Der Rat beschließt über den Antrag mit der Mehrheit nach Ziffer 1 dieses Artikels.</i></p> <p><i>Die Aufnahme wird wirksam mit Inkrafttreten der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung der Vereinbarung und der Satzung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das neue Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts.</i></p>

3. Retrait d'un membre:

La qualité de membre se perd par retrait. Tout membre peut se retirer du Groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention au moins un an avant la fin de cet exercice. La décision de retrait est constatée par le Conseil et notifiée aux autres membres. Le Conseil engage en conséquence la modification de la convention constitutive et des statuts selon les règles de majorité prévues au 1^{er} paragraphe du présent article.

La délibération du Conseil est notifiée aux membres du Groupement.

Le retrait prend effet dès l'entrée en vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification de la convention et des statuts par le représentant de l'Etat qui a autorisé la création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat dont est issu le membre exerçant son droit de retrait, selon les règles de son droit interne.

Une convention conclue entre le membre qui exerce son droit de retrait et le Groupement règle les modalités notamment financières du retrait.

Les membres ayant exercé leur droit de retrait engagent leur responsabilité après avoir cessé d'être membres du Groupement pour des actions découlant d'activités du Groupement réalisées alors qu'ils en étaient membres.

Le membre se retirant participe à l'apurement des dettes proportionnellement à ses engagements financiers antérieurs tels qu'ils figurent dans le compte administratif de sa dernière année de participation au Groupement.

3. Austritt eines Mitglieds:

Die Mitgliedschaft endet mit dem Austritt. Jedes Mitglied kann am Ende eines Geschäftsjahres aus dem Verbund austreten, sofern es seine Absicht mindestens ein Jahr vor Ablauf des jeweiligen Geschäftsjahres mitgeteilt hat. Die Entscheidung über den Austritt wird durch den Rat festgestellt und den anderen Mitgliedern mitgeteilt. Der Rat betreibt daraufhin die Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung gemäß den in Absatz 1 vorgesehenen Mehrheitsregeln.

Der Beschluss der Versammlung wird den Mitgliedern des Verbundes schriftlich mitgeteilt.

Der Austritt wird wirksam mit Inkrafttreten der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung der Vereinbarung und der Satzung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das austretende Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts.

Die Modalitäten des Austritts, insbesondere finanzieller Art, werden in einer Vereinbarung zwischen dem austretenden Mitglied und dem Verbund geregelt.

Ausgeschiedene Mitglieder haften nach ihrem Austritt aus dem Verbund für Verpflichtungen, die sich aus der Tätigkeit des Verbundes während ihrer Mitgliedschaft ergeben.

Das austretende Mitglied beteiligt sich an der Schuldentilgung im Verhältnis seiner vorher eingegangenen finanziellen Verpflichtungen, so wie sie im Compte administratif des letzten Jahres seiner Mitgliedschaft im Verbund festgehalten sind.

<p>ARTICLE 7 : Dissolution</p> <p>1. Outre les cas et modalités prévues par l'article 14 du Règlement CE n°1082/2006, et par l'article L 1115-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dissolution du Groupement Européen de Coopération Territoriale Eurodistrict Strasbourg-Ortenau peut aussi être demandée par décision prise à la double majorité simple des représentants statutaires français et allemands.</p> <p>2. La dissolution est prononcée par arrêté du représentant de l'Etat, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin pris au plus tard quinze jours avant la date d'effet fixée pour la dissolution ou dès satisfaction des conditions de liquidation et d'apurement des droits des tiers.</p> <p>3. Dans le cas d'une dissolution du Groupement, l'actif et le passif et son patrimoine est réparti entre les membres mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention, conformément à la clé de répartition des contributions des membres indiquée dans l'article 11 des statuts.</p>	<p>ARTIKEL 7: Auflösung</p> <p>1. Neben den in Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 und in Artikel L 1115-4-2 des Code Général des Collectivités Territoriales vorgesehenen Fällen und nach den dort beschriebenen Modalitäten kann die Auflösung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ auch aufgrund eines Beschlusses mit jeweils der einfachen Mehrheit seiner satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter beantragt werden.</p> <p>2. Die Auflösung wird durch den Vertreter des Staates, Präfekt der Région Alsace und Präfekt des Bas-Rhin, spätestens 15 Tage vor ihrem Inkrafttreten bzw. nach Tilgung der Ansprüche Dritter verfügt.</p> <p>3. Bei Auflösung des Verbundes werden dessen Aktiva und Passiva sowie sein Vermögen unter den in Artikel 1 dieser Vereinbarung genannten Mitgliedern aufgeteilt, wobei der Beitragsschlüssel nach Artikel 11 der Satzung zugrunde gelegt wird.</p>
<p>ARTICLE 8 : Entrée en vigueur et durée</p> <p>1. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » acquiert la personnalité juridique, après accord des autorités allemandes compétentes sur la participation des membres allemands et à compter de la date de publication de l'arrêté du représentant de l'Etat, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, portant création du Groupement.</p>	<p>ARTIKEL 8: Inkrafttreten und Dauer</p> <p>1. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ erwirbt die Rechtsfähigkeit, nachdem die zuständigen deutschen Behörden der Beteiligung der deutschen Mitglieder zugestimmt haben und mit dem Tag, an welchem die Verfügung des Vertreters des Staates, Präfekt der Région Elsass und Präfekt des Bas-Rhin, über die Gründung des Verbundes bekannt gemacht wird.</p>

<p>2. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » est créé pour une durée indéterminée.</p> <p>3. La présente convention sera remplacée lorsque le cadre constitutionnel, légal et conventionnel aura évolué et permettra d'ériger l'Eurodistrict en une forme inédite d'intercommunalité transfrontalière.</p>	<p>2. <i>Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ wird auf unbestimmte Zeit gegründet.</i></p> <p>3. <i>Die vorliegende Vereinbarung wird ersetzt, sobald der Eurodistrict infolge der Weiterentwicklung der verfassungsmäßigen, gesetzlichen und vertraglichen Rahmenbedingungen in einer derzeit für die grenzüberschreitende interkommunale Zusammenarbeit noch nicht existierenden Rechtsform errichtet werden kann.</i></p>
<p>ARTICLE 9 : Litiges</p> <p>1. Tout litige entre les parties se rapportant à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention, qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable, relève de la compétence de la juridiction française qui se prononce sur la base de la version française de cette convention.</p> <p>2. A défaut de solution amiable ou d'accord, chaque partie contractante peut solliciter la conciliation des instances de leur Etat respectif.</p>	<p>ARTIKEL 9: Streitfall</p> <p>1. <i>Streitsachen zwischen den Partnern, die sich aus der Durchführung und / oder der Auslegung dieser Vereinbarung ergeben und nicht gütlich beigelegt werden konnten, unterliegen der französischen Rechtsprechung, die sich nach der französischen Version dieser Vereinbarung richtet.</i></p> <p>2. <i>Kann bei Streitigkeiten keine gütliche Lösung oder Einigung erzielt werden, können die Vertragspartner die zuständigen Stellen ihres jeweiligen Staates um Schlichtung ersuchen.</i></p>
<p>Fait àle....., en exemplaires en langues française et allemande.</p>	<p><i>Geschen in am, in Urschriften in französischer und deutscher Sprache.</i></p>



Version soumise au Conseil du 25 novembre 2010 / *Textfassung zur Vorlage bei der Ratssitzung am 25. November 2010*

<p style="text-align: center;">Statuts du Groupement Européen de Coopération Territoriale « EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU »</p>	<p style="text-align: center;">Satzung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit "EURODISTRIKT STRASBOURG-ORTENAU"</p>
<p>ARTICLE 1 : Convention constitutive</p> <p>Les dispositions de la convention constitutive du Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » font partie des présents statuts.</p>	<p>ARTIKEL 1: Gründungsvereinbarung</p> <p><i>Die Regelungen der Gründungsvereinbarung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit "Eurodistrict Strasbourg-Ortenau" sind Bestandteil dieser Satzung.</i></p>
<p>ARTICLE 2 : Organes de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. Les organes de l'Eurodistrict sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'assemblée, dénommée ci-après : « le Conseil ». 2. le directeur, dénommé ci-après : « le Président ». 3. le Vice-Président 4. le Bureau. <p>2. Dans la mesure où les présents</p>	<p>ARTIKEL 2: Organe des Eurodistricts Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. <i>Die Organe des Eurodistricts Strasbourg-Ortenau sind:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - <i>die Versammlung, nachstehend bezeichnet als "der Rat"</i> 2 - <i>der Direktor, nachstehend bezeichnet als "der Präsident"</i> 3 - <i>der Vizepräsident</i> 4 - <i>der Vorstand</i> <p>2. <i>Soweit in dieser Satzung die</i></p>

Modifications en jaune = modifications engendrées par l'adhésion de l'Etat français
Gelbe Änderungen = Änderungen, die sich aus dem Beitritt des französischen Staates ergeben

Modification en violet = modification sur proposition du Président
Violette Änderung = Änderung auf Vorschlag des Präsidenten

<p>statuts désignent des fonctions par des termes au masculin, ces dénominations sont aussi valables pour les femmes.</p>	<p><i>männliche Amtsbezeichnung verwendet wird, ist damit auch die weibliche Amtsbezeichnung gemeint.</i></p>
<p>ARTICLE 3 : Composition du Conseil de l'Eurodistrict</p> <p>1. Le Conseil se compose de représentants de tous les membres du Groupement, de droit ou désignés selon le cas par chaque assemblée délibérante des collectivités membres ou par la République française pour ce qui la concerne.</p> <p>En cas de renouvellement général ou partiel des assemblées délibérantes des collectivités membres, le Conseil de l'Eurodistrict continue à fonctionner en l'état jusqu'aux nouvelles désignations des assemblées constitutives des collectivités membres.</p> <p>2. Le Conseil de l'Eurodistrict se compose, pour commencer, de 50 membres répartis à parts égales entre la partie française et la partie allemande :</p> <p><u>au titre de la partie française, 25 membres, soit :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 24 représentants de la Communauté Urbaine de Strasbourg, dont le représentant légal et le Maire de Strasbourg; - 1 représentant de la République française. <p><u>au titre de la partie allemande 25 membres, soit</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 représentants de l'Ortenaukreis, dont le représentant légal, - 3 représentants de la Ville d'Offenburg, dont le représentant 	<p>ARTIKEL 3: Der Eurodistriktrat - Zusammensetzung</p> <p>1. Der Rat setzt sich aus Vertretern aller Verbundmitglieder zusammen; d.h. aus Vertretern kraft Amtes und aus von den Entscheidungsgremien der Mitgliedskörperschaften und von der französischen Republik benannten Vertretern.</p> <p><i>Ändert sich die Zusammensetzung der Entscheidungsgremien der Mitgliedskörperschaften ganz oder teilweise, bleibt die Zusammensetzung des Rates des Eurodistrikts solange unverändert, bis die Entscheidungsgremien der Mitgliedskörperschaften neue Mitglieder benannt haben.</i></p> <p>2. Der Eurodistriktrat besteht zunächst aus 50 Mitgliedern, die zu gleichen Teilen auf die französische und auf die deutsche Seite entfallen:</p> <p><u>für die französische Seite 25 Vertreter, nämlich:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 24 Vertreter der Stadtgemeinschaft Straßburg, darunter der gesetzliche Vertreter und der Oberbürgermeister von Straßburg; - 1 Vertreter der französischen Republik ; <p><u>für die deutsche Seite 25 Mitglieder, nämlich</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 Vertreter des Ortenaukreises, darunter der gesetzliche Vertreter, - 3 Vertreter der Stadt Offenburg, darunter der gesetzliche Vertreter,

<p>légal,</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 représentants de la Ville de Lahr, dont le représentant légal, - 2 représentants de la Ville de Kehl, dont le représentant légal, - 2 représentants de la Ville d' Achern dont le représentant légal, - 2 représentants de la Ville d' Oberkirch dont le représentant légal. <p>3. Les représentants de la République Fédérale d'Allemagne et du Land de Bade-Wurtemberg sont invités en qualité d'observateurs. Le Conseil de l'Eurodistrict peut accorder à d'autres collectivités régionales, départementales ou locales ainsi qu'à des organismes publics locaux, le statut d'observateurs. Ils participent aux débats du Conseil mais ils ne prennent pas part au vote.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 3 Vertreter der Stadt Lahr, darunter der gesetzliche Vertreter, - 2 Vertreter der Stadt Kehl, darunter der gesetzliche Vertreter, - 2 Vertreter der Stadt Achern, darunter der gesetzliche Vertreter, - 2 Vertreter der Stadt Oberkirch, darunter der gesetzliche Vertreter, <p>3. Die Vertreter der Bundesrepublik Deutschland und des Landes Baden-Württemberg sind als Beobachter eingeladen. Der Eurodistriktrat kann anderen regionalen, Departements- oder lokalen Körperschaften oder örtlichen öffentlichen Einrichtungen den Beobachterstatus einräumen. Sie nehmen an den Beratungen des Rates teil, sind aber nicht stimmberechtigt.</p>
<p>ARTICLE 4 : Fonctionnement du Conseil</p> <p>1. Le Conseil se réunit au moins trois fois par an en séance publique, sur convocation de son Président.</p> <p>2. Le Conseil se réunit de droit dans un délai maximum de 30 jours lorsque un quart (1/4) des représentants le demande sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.</p> <p>3. Les délais prévus ont un caractère « franc », ils sont calculés de la manière suivante : le jour d'envoi de la convocation et le jour de la réunion ne sont pas comptés. Il n'y a pas de prorogation du délai s'il expire un samedi, un dimanche ou un jour férié.</p>	<p>ARTIKEL 4: Geschäftsgang des Rates</p> <p>1. Der Rat tritt mindestens dreimal im Jahr auf Einberufung durch seinen Präsidenten in öffentlicher Sitzung zusammen.</p> <p>2. Der Rat tritt außerdem mit einer Frist von längstens 30 Tagen zusammen, wenn ein Viertel (1/4) der Vertreter es unter Vorlage einer von ihnen aufgestellten Tagesordnung verlangt.</p> <p>3. Die vorgesehenen Fristen sind "franko", sie werden in folgender Weise berechnet: Der Tag der Absendung der Einladung und der Tag der Sitzung werden nicht gezählt. Die Frist verlängert sich nicht, wenn sie an einem Samstag, einem Sonntag oder einem Feiertag endet.</p>

<p>4. Les séances sont publiques. Néanmoins, si un tiers (1/3) des représentants ou le Président le demandent, le Conseil peut décider, sans débat, de se réunir à huis clos.</p> <p>5. Toute convocation est faite par le Président. Elle est accompagnée des questions portées à l'ordre du jour ainsi que des documents correspondants. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est jointe. Les convocations sont adressées aux représentants par écrit, sous quelque forme que ce soit, à leur domicile, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse, 7 jours au moins avant la date de la réunion.</p> <p>6. En cas d'urgence, le délai est ramené à 3 jours à l'avance. Les convocations et documents de séance peuvent être envoyés par voie électronique.</p> <p>7. Les documents de séance sont rédigés en langue française et allemande. La traduction simultanée est assurée pour les délibérations du Conseil.</p> <p>8. Le Conseil est présidé par le Président ou, à défaut, par le Vice-Président. Le Président ou le Vice-Président qui le remplace a seul la police du Conseil.</p> <p>9. Peuvent être invités aux réunions du Conseil, tout représentant d'institution ou organisme que le Président juge utile d'entendre pour éclairer les débats. Ils peuvent participer aux débats mais ne participent pas au vote.</p> <p>10. Un procès-verbal des séances est élaboré en langue française et allemande.</p>	<p><i>4. Die Sitzungen sind öffentlich. Jedoch kann der Rat ohne Aussprache beschließen, nichtöffentlich zu tagen, wenn ein Drittel (1/3) der Vertreter oder der Präsident es verlangen.</i></p> <p><i>5. Die Einberufung erfolgt in jedem Fall durch den Präsidenten. Ihr ist eine Tagesordnung mit den Verhandlungsgegenständen und den zugehörigen Unterlagen beizufügen. Eine erläuternde Vorlage zu den Verhandlungsgegenständen ist beizufügen. Die Einladungen werden den Vertretern in Textform mindestens 7 Tage vor dem Datum der Sitzung an ihre Wohnadresse zugesandt, sofern sie nicht eine andere Adresse gewählt haben.</i></p> <p><i>6. In Eilfällen verkürzt sich die Frist auf drei Tage. Die Einladungen und die Sitzungsunterlagen können elektronisch übermittelt werden.</i></p> <p><i>7. Die Sitzungsunterlagen werden jeweils in französischer und deutscher Sprache verfasst. Eine Simultanübersetzung der Verhandlungen des Rates wird gewährleistet.</i></p> <p><i>8. Der Rat wird vom Präsidenten, im Verhinderungsfall vom Vizepräsidenten, geleitet. Die Sitzungspolizei obliegt allein dem Präsidenten oder dem Vizepräsidenten in seiner Vertretung.</i></p> <p><i>9. Zu den Ratssitzungen können Vertreter von Einrichtungen eingeladen werden, deren Anwesenheit der Präsident zur Aufklärung der Verhandlungen für nützlich erachtet. Sie können an den Diskussionen teilnehmen, haben aber kein Stimmrecht.</i></p> <p><i>10. Über den Inhalt der Sitzung ist eine Niederschrift in französischer und in deutscher Sprache aufzunehmen.</i></p>
<p>ARTICLE 5 : Délibérations du Conseil</p>	<p>ARTIKEL 5: Beschlussfassung des Rates</p>

<p>1. Le Conseil de l'Eurodistrict ne délibère valablement que lorsqu'au moins la moitié des représentants de la partie française et de la partie allemande sont présents. Au cas où le quorum n'aurait pas été atteint, le Conseil est à nouveau convoqué à au moins 7 jours d'intervalle pour le même objet. Il peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.</p> <p>2. Le Conseil statue à la majorité simple des suffrages exprimés.</p> <p>3. A la demande d'un tiers (1/3) des représentants présents ou représentés, le Conseil statue à la double majorité simple des suffrages exprimés de la partie allemande et de la partie française.</p> <p>4. En cas d'égalité, la voix du Président, ou en son absence, du Vice-Président, est prépondérante.</p> <p>5. Le vote est public. Le vote à bulletins secret est utilisé quand le tiers (1/3) des représentants présents en fait la demande.</p> <p>6. Les représentants au Conseil veillent à faire connaître les résultats des délibérations de l'Eurodistrict dans leur collectivité d'origine. Ils appuient la mise en œuvre des délibérations.</p> <p>7. Le Conseil se réunit dans un lieu différent du siège sur l'ensemble du territoire de l'Eurodistrict, par décision du Bureau.</p> <p>8. Un représentant empêché d'assister à une séance peut donner à un autre représentant de son choix pouvoir par écrit de voter en son nom. Un même</p>	<p><i>1. Der Eurodistriktrat ist beschlussfähig, wenn mindestens je die Hälfte der Vertreter der französischen Seite und der deutschen Seite anwesend sind. Falls diese Zahl nicht erreicht wird, wird der Rat mit einer Frist von mindestens 7 Tagen zum selben Gegenstand erneut einberufen. In dieser Sitzung ist die Beschlussfähigkeit ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden stimmberechtigten Vertreter gegeben.</i></p> <p><i>2. Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.</i></p> <p><i>3. Auf Verlangen eines Drittels (1/3) der anwesenden oder vertretenen Vertreter beschließt der Rat mit der doppelten einfachen Mehrheit der deutschen und der französischen Seite.</i></p> <p><i>4. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten, in seiner Abwesenheit die des Vizepräsidenten, den Ausschlag.</i></p> <p><i>5. Die Abstimmung erfolgt offen. Eine geheime Abstimmung findet statt, wenn ein Drittel (1/3) der anwesenden Vertreter dies verlangt.</i></p> <p><i>6. Die Vertreter im Rat sorgen für die Bekanntmachung der Abstimmungsergebnisse des Eurodistrikts in der Körperschaft, die sie entsandt hat. Sie fördern die Umsetzung der Beschlüsse.</i></p> <p><i>7. Auf Beschluss des Vorstands tritt der Rat an einem anderen Ort als dem Sitz im gesamten Gebiet des Eurodistrikts zusammen.</i></p> <p><i>8. Ein an der Sitzungsteilnahme verhindertes Vertreter kann einem anderen Vertreter seiner Wahl schriftlich Vollmacht erteilen, in seinem Namen</i></p>
---	--

<p>représentant ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être établi pour plus d'une séance.</p> <p>9. Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sans déplacement et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Conseil, des budgets et des comptes ainsi que des délibérations du bureau et des arrêtés du Président. Ces documents sont disponibles sur le site de l'Eurodistrict.</p>	<p><i>abzustimmen. Ein Vertreter kann jeweils nur einen anderen vertreten. Die Vollmacht ist jederzeit widerruflich. Außer im Falle einer ordnungsgemäß festgestellten Krankheit kann Vollmacht nur für eine Sitzung erteilt werden.</i></p> <p><i>9. Jede natürliche oder juristische Person hat das Recht, dass ihr die Niederschriften des Rates, der Haushalt und die Rechnungen sowie die Beschlüsse des Vorstands und die Anordnungen des Präsidenten an den Ort mitgeteilt werden, wo sie sich befindet, und dass sie auszugsweise oder vollständige Abschriften davon erhält. Diese Unterlagen werden auf der Internetseite des Eurodistrikts bereitgestellt.</i></p>
<p>ARTICLE 6 : Attributions du Conseil</p> <p>1. Le Conseil règle par ses délibérations les affaires relevant des missions de l'Eurodistrict définies à l'article 5 de la convention constitutive qui fait partie des statuts.</p> <p>2. Le Conseil statue notamment sur les points suivants :</p> <p>1 - il délibère sur les modifications de la convention constitutive et des statuts, notamment pour autoriser l'adhésion de nouveaux membres ou le retrait d'un membre;</p> <p>2 - il débat de la stratégie de développement commun et sur les orientations générales de l'action de l'Eurodistrict;</p> <p>3 - Il adopte le programme de travail, sur proposition du Bureau;</p> <p>4 - Il vote le budget primitif (budget prévisionnel) et arrête les comptes par le vote du compte</p>	<p>ARTIKEL 6: Zuständigkeiten des Rates</p> <p><i>1. Der Rat beschließt über die Angelegenheiten, die zu den Aufgaben des Eurodistrikts gemäß Artikel 5 der Gründungsvereinbarung gehören, die Bestandteil dieser Satzung ist.</i></p> <p><i>2. Insbesondere beschließt der Rat über folgende Angelegenheiten:</i></p> <p><i>1 - Er beschließt über Änderungen der Gründungsvereinbarung und der Satzung, insbesondere über die Zustimmung zum Beitritt oder zum Ausscheiden eines Mitglieds;</i></p> <p><i>2 - Er berät über die Strategie der gemeinsamen Entwicklung und die allgemeine Ausrichtung der Tätigkeit des Eurodistrikts;</i></p> <p><i>3 - Er beschließt auf Vorschlag des Vorstands über das Arbeitsprogramm;</i></p> <p><i>4 - Er beschließt das Budget primitif (budget prévisionnel) (Haushaltsplan) und stellt die</i></p>

<p>administratif qui est présenté par le Président, et du compte de gestion;</p> <p>5 - Il fixe annuellement le montant des contributions statutaires.</p> <p>6 - Il fixe la liste des emplois à créer;</p> <p>7 - Il procède en son sein à l'élection du Président, du Vice-Président et des membres du Bureau;</p> <p>8 - Il définit les pouvoirs qu'il délègue au bureau, à l'exception de l'adoption du budget, de l'arrêt des comptes, de la création d'emplois, de la conclusion de conventions qui impliquent un engagement financier de l'Eurodistrict supérieur à 50.000 € H.T.;</p> <p>9 - Il décide de la mise en place, de la composition et du fonctionnement de commissions politiques et thématiques chargées de préparer les décisions ou de faire des propositions;</p> <p>10 - Il délibère sur l'approbation et la modification du règlement intérieur, sur proposition du Bureau;</p> <p>11 - Il délibère sur l'adhésion de l'Eurodistrict à un autre Groupement;</p> <p>12 - Il délibère sur la réalisation de projets et sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage;</p> <p>13 - Il délibère sur la dissolution</p>	<p><i>Rechnungen durch Beschluss über den Compte administratif, welcher vom Präsidenten vorgelegt wird, und über den Compte de gestion, fest;</i></p> <p><i>5 - Er legt jährlich den satzungsmäßigen Beitrag fest;</i></p> <p><i>6 - Er stellt den Stellenplan fest;</i></p> <p><i>7 - Er wählt aus seiner Mitte den Präsidenten, den Vizepräsidenten und die Mitglieder des Vorstands;</i></p> <p><i>8 - Er bestimmt die dem Vorstand zu übertragenden Zuständigkeiten mit Ausnahme des Haushaltsbeschlusses, der Feststellung der Rechnungen, des Stellenplans und des Abschlusses von Verträgen, die zu einer Verpflichtung des Eurodistrikts höher als 50.000 € netto führen;</i></p> <p><i>9 - Er beschließt über die Einrichtung, die Zusammensetzung und den Geschäftsgang von politischen und thematischen Ausschüssen mit dem Auftrag, Beschlüsse vorzubereiten oder Vorschläge zu machen;</i></p> <p><i>10 - Er beschließt auf Vorschlag des Vorstands über die Aufstellung und die Änderung der Geschäftsordnung;</i></p> <p><i>11 - Er beschließt über den Beitritt des Eurodistrikts zu einem anderen Verband;</i></p> <p><i>12 - Er beschließt über die Ausführung von Vorhaben und über die Ausübung der Bauherrschaft;</i></p> <p><i>13 - Er beschließt über die</i></p>
---	--

<p>de l'Eurodistrict et sur les mesures afférentes.</p>	<p><i>Auflösung des Eurodistrikts und die diesbezüglichen Maßnahmen.</i></p>
<p>ARTICLE 7 : Bureau</p> <p>1. Le Bureau est composé du Président, du Vice-Président et de 10 à 14 membres, dont le représentant de la République française, représentant paritairement la partie allemande et la partie française. A l'exception du représentant de la République française, du Président et du Vice-Président, membres de droit du Bureau, les autres membres sont élus par le Conseil.</p> <p>2. Le Bureau se réunit sur convocation du Président au moins 3 fois par an.</p> <p>3. Le Bureau règle par ses délibérations les affaires qui relèvent de son objet et qui ne sont pas de la compétence du Conseil.</p> <p>4. Les décisions du Bureau sont prises à la majorité simple, lorsqu'au moins la moitié des représentants de la partie française et de la partie allemande sont présents, dont le président ou le vice-président. Au cas où le quorum n'aurait pas été atteint, le Bureau est à nouveau convoqué à au moins 7 jours d'intervalle pour le même objet. Il peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.</p> <p>5. En cas d'égalité, la voix du Président, ou en son absence, du Vice-Président, est prépondérante.</p> <p>6. Le Secrétaire Général participe aux réunions du Bureau, à titre consultatif. Il ne prend pas part aux votes.</p>	<p>ARTIKEL 7: Vorstand</p> <p>1. <i>Der Vorstand besteht aus dem Präsidenten, dem Vize-Präsidenten und 10 bis 14 Mitgliedern, die paritätisch den deutschen und den französischen Teil vertreten, darunter der Vertreter der französischen Republik. Mit Ausnahme des Vertreters der französischen Republik, des Präsidenten und des Vize-Präsidenten, die kraft Amtes Mitglied des Vorstands sind, werden alle Mitglieder des Vorstands vom Rat gewählt.</i></p> <p>2. <i>Der Vorstand tritt auf Einberufung des Präsidenten mindestens dreimal jährlich zusammen.</i></p> <p>3. <i>Der Vorstand entscheidet in seinem Zuständigkeitsbereich über alle Angelegenheiten, die nicht dem Rat vorbehalten sind.</i></p> <p>4. <i>Die Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Mehrheit gefasst, wenn mindestens die Hälfte der Vertreter jeweils der französischen und der deutschen Seite, darunter der Präsident oder der Vizepräsident, anwesend sind. Falls diese Zahl nicht erreicht wird, wird der Vorstand mit einer Frist von mindestens 7 Tagen zum selben Gegenstand erneut einberufen. In dieser Sitzung ist die Beschlussfähigkeit ohne Rücksicht auf die Zahl der anwesenden stimmberechtigten Vertreter gegeben.</i></p> <p>5. <i>Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Präsidenten, bei seiner Abwesenheit die des Vizepräsidenten, den Ausschlag.</i></p> <p>6. <i>Der Generalsekretär nimmt mit beratender Stimme an den Vorstandssitzungen teil. Er stimmt nicht mit ab.</i></p>

<p>7. Un représentant empêché d'assister à une séance peut donner à un autre représentant de son choix pouvoir par écrit de voter en son nom. Un même représentant ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être établi pour plus d'une séance.</p>	<p><i>7. Ein an der Sitzungsteilnahme verhindertes Vertreter kann einem anderen Vertreter seiner Wahl schriftlich Vollmacht erteilen, in seinem Namen abzustimmen. Ein Vertreter kann jeweils nur einen anderen vertreten. Die Vollmacht ist jederzeit widerruflich. Außer im Falle einer ordnungsgemäß festgestellten Krankheit kann Vollmacht nur für eine Sitzung erteilt werden</i></p>
<p>8. Les attributions du Bureau sont les suivantes :</p> <p>1 - détermination des actions à conduire au sein de l'Eurodistrict et proposition du programme de travail;</p> <p>2 - préparation des séances du Conseil et examen des dossiers qui seront traités à l'ordre du jour;</p> <p>3 – examen préalable du budget et du montant des contributions annuelles des membres;</p> <p>4 - détermination des postes nécessaires au fonctionnement des services.</p> <p>5 - conclusion des conventions qui impliquent un engagement financier supérieur à 25.000€ HT et jusqu'à 50.000€ HT;</p> <p>6 - choix du Secrétaire Général en accord avec le Président pour une durée maximale de cinq ans, avec possibilité de révocation ou de renouvellement.</p> <p>7 - mise en place de groupes d'expert et détermination de leur mission;</p> <p>8 - préparation du règlement intérieur;</p>	<p><i>8. Der Vorstand ist für folgende Angelegenheiten zuständig:</i></p> <p><i>1 - Bestimmung der Tätigkeit des Eurodistrikts und Vorschlag des Arbeitsprogramms;</i></p> <p><i>2 - Vorbereitung der Ratssitzungen und der Tagesordnungspunkte;</i></p> <p><i>3 – Vorprüfung des Haushaltplans und der jährlichen Mitgliedsbeiträge,</i></p> <p><i>4 - Bestimmung der notwendigen Stellen;</i></p> <p><i>5 - Abschluss von Verträgen, die zu einer Verpflichtung von mehr als 25.000 Euro netto bis 50.000 Euro netto führen;</i></p> <p><i>6 - Wahl des Generalsekretärs für eine Dauer von höchstens fünf Jahren mit der Möglichkeit der Abberufung oder der Verlängerung im Einvernehmen mit dem Präsidenten;</i></p> <p><i>7 - Einrichtung von Sachverständigengruppen und Bestimmung ihrer Aufgaben;</i></p> <p><i>8 - Ausarbeitung der Geschäftsordnung;</i></p> <p><i>9 - Empfehlungen an den Rat</i></p>

<p>9 - recommandations au Conseil sur les demandes d'adhésion de nouveaux membres;</p> <p>10 - détermination du lieu de session du Conseil;</p> <p>11 - les objets délégués par le Conseil.</p> <p>9. Les documents et procès verbaux sont rédigés en langue française et allemande.</p>	<p><i>hinsichtlich der Aufnahme neuer Mitglieder;</i></p> <p><i>10 - den Ort der Ratssitzung;</i></p> <p><i>11 - die Gegenstände, die ihm vom Rat übertragen werden.</i></p> <p><i>9. Die Unterlagen sind jeweils in französischer und in deutscher Sprache zu verfassen.</i></p>
<p>ARTICLE 8 : Président</p> <p>1. Le Conseil élit le Président et le Vice-Président en son sein pour une durée de 2 ans.</p> <p>2. Ils sont élus au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.</p> <p>3. Le président élu est choisi sur proposition, alternativement, de la partie française et de la partie allemande.</p> <p>4. Le Vice-Président est choisi parmi les représentants relevant de la partie autre que celle dont le Président est issu.</p> <p>5. Le Président exerce les fonctions de directeur telles que déterminées par le Règlement 1082/2006 : il représente l'Eurodistrict et agit au nom et pour le compte de celui-ci.</p> <p>6. Le Président prépare et exécute les décisions du Conseil et du Bureau.</p> <p>7. Il convoque le Conseil.</p> <p>8. Il arrête l'ordre du jour du Conseil. Au cours d'une séance du Conseil, $\frac{1}{4}$ (un quart) des représentants peut décider de l'inscription de points à l'ordre du jour de la prochaine séance. Hors séance du Conseil, $\frac{1}{4}$ (un quart) des représentants peut également décider de l'inscription</p>	<p>ARTIKEL 8: Präsident</p> <p><i>1. Der Rat wählt den Präsidenten und den Vizepräsidenten aus seiner Mitte für die Dauer von 2 Jahren.</i></p> <p><i>2. Sie werden in zwei Wahlgängen gewählt.</i></p> <p><i>3. Der Präsident wird wechselnd auf Vorschlag einmal der deutschen und einmal der französischen Seite gewählt.</i></p> <p><i>4. Der Vizepräsident wird aus der Mitte der Vertreter derjenigen Partei gewählt, die nicht den Präsidenten stellt.</i></p> <p><i>5. Der Präsident nimmt die Aufgabe des Direktors im Sinne der Verordnung (EG) 1082/2006 wahr: er vertritt den EVTZ und handelt in dessen Namen und für dessen Rechnung.</i></p> <p><i>6. Der Präsident bereitet die Entscheidungen des Rates und des Vorstands vor und führt sie aus.</i></p> <p><i>7. Er beruft den Rat ein.</i></p> <p><i>8. Er legt die Tagesordnung fest. $\frac{1}{4}$ (ein Viertel) der Vertreter kann während einer Sitzung verlangen, dass eine Angelegenheit auf die Tagesordnung der nächsten Sitzung gesetzt wird. Außerhalb einer Sitzung kann $\frac{1}{4}$ (ein Viertel) der Vertreter verlangen, dass</i></p>

<p>de points à l'ordre du jour pour la séance qui suivra immédiatement la plus prochaine séance.</p> <p>9. Il prépare le budget et présente le compte administratif ainsi que le programme de travail, soumis au vote du Conseil.</p> <p>10. Il signe les conventions jusqu'à un montant de 25.000€ inclus HT.</p> <p>11. Il est ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.</p> <p>12. Il est le chef des services de l'Eurodistrict. A ce titre, il recrute le Secrétaire Général ainsi que le personnel de l'Eurodistrict, en accord avec le Bureau pour les cadres. Il veille au respect du principe d'équilibre entre les deux parties.</p> <p>13. Il représente l'Eurodistrict en justice et dans toutes les interventions, réunions et manifestations.</p> <p>14. Il est seul chargé de l'administration de l'Eurodistrict. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses attributions au Vice-Président ainsi que sa signature au Secrétaire Général ou aux responsables désignés, notamment pour l'ordonnancement des dépenses.</p>	<p><i>eine Angelegenheit auf die Tagesordnung der übernächsten Sitzung gesetzt wird.</i></p> <p><i>9. Er bereitet den Haushalt vor und legt den Compte administratif sowie das Arbeitsprogramm zur Beschlussfassung des Rates vor.</i></p> <p><i>10. Er schließt Verträge bis zu einem Betrag von 25.000 € netto.</i></p> <p><i>11. Er ordnet die Ausgaben und Einnahmen an.</i></p> <p><i>12. Er ist der Leiter der Verwaltung des Eurodistrikts. Als solcher stellt er den Generalsekretär und die übrigen Mitarbeiter des Eurodistrikts ein, soweit es sich um Führungskräfte handelt, im Einvernehmen mit dem Vorstand. Er achtet auf die Wahrung des Gleichgewichts zwischen den beiden Parteien.</i></p> <p><i>13. Er vertritt den Eurodistrikt gerichtlich und außergerichtlich.</i></p> <p><i>14. Er ist allein verantwortlich für die Verwaltung des Eurodistrikts. Er kann durch Verfügung unter Beibehaltung seiner Aufsicht und seiner Verantwortlichkeit einen Teil seiner Aufgaben dem Vizepräsidenten übertragen. In gleicher Weise kann er seine Zeichnungsbefugnis, insbesondere für die Anordnung von Ausgaben, dem Generalsekretär oder bestimmten Verantwortlichen übertragen.</i></p>
<p>ARTICLE 9 : Secrétariat Général</p> <p>1. Le Président de l'Eurodistrict agit en étroite et confiante relation de coopération avec les administrations des membres.</p> <p>2. Le Président peut se faire assister d'un Secrétaire Général placé sous son autorité.</p>	<p>ARTIKEL 9: Generalsekretariat</p> <p><i>1. Der Präsident des Eurodistrikts handelt in enger und vertrauensvoller Zusammenarbeit mit den Verwaltungen der Mitglieder.</i></p> <p><i>2. Der Präsident kann sich der Unterstützung eines Generalsekretärs unter seiner Leitung bedienen.</i></p>

<p>3. Le Secrétaire Général s'appuie sur les services d'un secrétariat général qui assure notamment :</p> <p>1 - la préparation des débats au Conseil de l'Eurodistrict et le suivi de l'exécution de ses décisions et projets ;</p> <p>2 - la coordination des services administratifs et/ou techniques des membres de l'Eurodistrict ;</p> <p>3 - le service commun de traduction et d'interprétation ;</p> <p>4 - la communication externe de l'Eurodistrict.</p>	<p>3. <i>Der Generalsekretär bedient sich der Mitarbeit eines Generalsekretariats, welches insbesondere</i></p> <p><i>1 - die Vorbereitung der Sitzungen des Eurodistriktrates und die Ausführung seiner Beschlüsse und Vorhaben,</i></p> <p><i>2 - die Koordination der Verwaltungen und der technischen Dienste der Mitglieder des Eurodistrikts,</i></p> <p><i>3 - den gemeinsamen Sprachdienst,</i></p> <p><i>4 - die Öffentlichkeitsarbeit des Eurodistrikts</i></p> <p><i>gewährleistet.</i></p>
<p>ARTICLE 10 : Ressources de l'Eurodistrict</p> <p>1. Les ressources de l'Eurodistrict comprennent :</p> <p>1. les contributions annuelles des membres,</p> <p>2. les subventions,</p> <p>3. les dons et legs,</p> <p>4. les produits afférents aux services rendus,</p> <p>5. toute autre recette conforme aux lois et règlements en vigueur.</p> <p>6. le produit des emprunts. Chaque emprunt ainsi que ses modalités de remboursement doivent faire l'objet d'un accord de tous les membres.</p> <p>2. L'Eurodistrict peut contracter des emprunts seulement si une autre source de financement n'est pas possible ou si</p>	<p>ARTIKEL 10: Mittelaufbringung des Eurodistrikts</p> <p>1. <i>Die Einnahmen des Eurodistrikts umfassen:</i></p> <p><i>1 - die jährlichen Mitgliedsbeiträge,</i></p> <p><i>2 - Zuwendungen,</i></p> <p><i>3 - Schenkungen und Vermächtnisse,</i></p> <p><i>4 - Leistungsentgelte,</i></p> <p><i>5 - sonstige rechtlich zulässige Einnahmen;</i></p> <p><i>6 - Zinseinkünfte. Die Gewährung von Krediten einschließlich der Rückzahlungsbedingungen sind durch Vereinbarung zwischen allen Mitgliedern zu regeln.</i></p> <p>2. <i>Der Eurodistrikt darf Kredite nur aufnehmen, wenn eine andere Finanzierungsmöglichkeit nicht besteht</i></p>

<p>elle est inappropriée. Les emprunts ne peuvent être contractés que pour les investissements ou des mesures de développement liées aux investissements. Les engagements d'emprunt ne peuvent pas dépasser la capacité de financement de l'Eurodistrict.</p>	<p><i>oder wenn eine solche ungeeignet wäre. Kredite dürfen nur für Investitionen oder für Entwicklungsmaßnahmen im Zusammenhang mit Investitionen aufgenommen werden. Die Kreditverpflichtungen dürfen die finanzielle Leistungsfähigkeit des Eurodistrikts nicht überschreiten.</i></p>
<p>ARTICLE 11 : Modalités de contribution financière des membres</p> <p>1. Chaque membre finance le Groupement.</p> <p>2. La contribution financière annuelle des membres est votée par le Conseil avant le 1^{er} janvier de l'année d'exécution. Elle est répartie à parité entre la partie française et la partie allemande.</p> <p>La partie française supportera la moitié de la contribution financière totale, à raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% du montant dû par la partie française, pour la République française ; - 95% du montant dû par la partie française, pour la Communauté urbaine de Strasbourg <p>La contribution est calculée en fonction du nombre d'habitants au dernier recensement général ou complémentaire connu de la Communauté Urbaine de Strasbourg.</p> <p>Les membres de la partie allemande supporteront l'autre moitié de la contribution selon les modalités suivantes :</p> <p>Dans un premier temps, la contribution totale de la partie allemande est divisée par le nombre d'habitants total de l'Ortenaukreis au dernier recensement général de la population connu.</p>	<p>ARTIKEL 11: Mitgliedsbeiträge</p> <p>1. Jedes Mitglied trägt zur Finanzierung des Verbundes bei.</p> <p>2. Der jährliche Mitgliedsbeitrag wird vom Rat vor dem 1. Januar jedes Geschäftsjahres beschlossen. Der Mitgliedsbeitrag wird zu gleichen Teilen von der französischen und von der deutschen Seite aufgebracht.</p> <p><i>Die französische Seite trägt die Hälfte des Gesamtbeitrags, nämlich</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% des von der französischen Seite geschuldeten Beitrags für die französische Republik - 95% des von der französischen Seite geschuldeten Beitrags für die Stadtgemeinschaft Strasbourg <p><i>Der Beitrag berechnet sich nach der Einwohnerzahl gemäß dem letzten amtlichen Zensus.</i></p> <p><i>Die Mitglieder der deutschen Seite tragen die andere Hälfte des Beitrags nach folgendem Schlüssel:</i></p> <p><i>In einem ersten Schritt wird der gesamte auf die deutsche Seite entfallende Anteil durch die Einwohnerzahl des Ortenaukreises nach Maßgabe der letzten amtlichen Zählung geteilt.</i></p>

<p>Dans un deuxième temps, le résultat précédent est multiplié par la population respective de chaque ville au dernier recensement général de la population connu. La moitié de la somme obtenue constitue la contribution respective de chaque ville.</p> <p>La contribution propre de l'Ortenaukreis est calculée par différence entre la contribution globale de la partie allemande et celle des Villes allemandes.</p> <p>3. Les contributions annuelles constituent des dépenses obligatoires pour les membres.</p> <p>4. Le paiement des contributions annuelles des collectivités membres se fait en une fois et au plus tard le 31 mars de l'année en cours.</p> <p>5. Les collectivités inscrivent à leur budget les sommes nécessaires pour couvrir les contributions qui leurs sont notifiées par l'Eurodistrict, après approbation du budget primitif par le Conseil.</p> <p>6. Pour la première année de création de l'Eurodistrict, la contribution des membres est votée dans les 3 mois de l'entrée en vigueur des statuts et versée dans le délai fixé par le Conseil.</p> <p>Pour la première année d'adhésion, la contribution de la République française pourra être remboursée à la Communauté Urbaine de Strasbourg.</p> <p>7. Les collectivités membres peuvent mettre à disposition de l'Eurodistrict du personnel, des locaux ainsi que des moyens de fonctionnement. Dans ce cas les frais afférents donnent lieu à un remboursement total ou partiel, dans les conditions fixées par le Conseil.</p>	<p><i>In einem zweiten Schritt wird das Ergebnis für jede Stadt mit deren Einwohnerzahl nach Maßgabe der letzten amtlichen Zählung multipliziert. Die Hälfte des so ermittelten Betrages ist jeweils die Beitragsschuld der betreffenden Stadt.</i></p> <p><i>Der Beitrag des Ortenaukreises selbst errechnet sich als Unterschied zwischen dem gesamten auf die deutsche Seite entfallenden Beitrag und dem der deutschen Städte.</i></p> <p>3. <i>Die Jahresbeiträge sind Ausgaben, zu denen die Mitglieder gesetzlich verpflichtet sind.</i></p> <p>4. <i>Die Zahlung des Jahresbeitrags der Mitgliedskörperschaften erfolgt in einer Summe spätestens bis zum 31. März des laufenden Jahres.</i></p> <p>5. <i>Die Körperschaften sehen in ihrem Haushalt die notwendigen Ansätze für die Zahlung der Beiträge vor, die ihnen vom Eurodistrikt nach Beschluss des Haushalts (Budget primitif) durch den Rat mitgeteilt werden.</i></p> <p>6. <i>Der Mitgliedsbeitrag für das Gründungsjahr wird innerhalb einer Frist von 3 Monaten ab Inkrafttreten der Satzung beschlossen und innerhalb der vom Rat festgesetzten Frist entrichtet.</i></p> <p><i>Für das erste Beitrittsjahr kann der Beitrag der französischen Republik der Stadtgemeinschaft Strasbourg zurückerstattet werden.</i></p> <p>7. <i>Die Mitgliedskörperschaften können dem Eurodistrikt Personal, Räumlichkeiten oder Betriebsmittel zur Verfügung stellen. In diesem Fall führen die diesbezüglichen Kosten zu einer vollständigen oder teilweisen Erstattung nach Maßgabe der vom Rat</i></p>
--	---

<p>8. En cas d'admission ou de retrait en cours d'année civile, la contribution annuelle sera due pour toute l'année engagée.</p> <p>9. Toute admission ou retrait nécessite une modification de la clé de répartition.</p>	<p><i>festzusetzenden Bedingungen.</i></p> <p><i>8. Bei einem Beitritt oder Ausscheiden während des Kalenderjahres ist der Beitrag für das gesamte Jahr zu bezahlen.</i></p> <p><i>9. Jeder Beitritt und jedes Ausscheiden erfordern eine Anpassung des Verteilungsschlüssels.</i></p>
<p>ARTICLE 12 : Dispositions budgétaires et comptables</p> <p>1. Le Conseil vote le budget primitif (budget prévisionnel) sur proposition du Président au plus tard le 31 mars de chaque année. Il arrête les comptes par le vote du compte administratif présenté par le Président et du compte de gestion, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice concerné.</p> <p>2. Copie du budget primitif et du compte administratif sont adressés chaque année aux membres.</p> <p>3. Les excédents comme les déficits sont repris au budget de l'exercice suivant.</p> <p>4. Au moment du vote du compte administratif le Président doit se retirer, le Conseil élit alors un Président de séance.</p> <p>5. La comptabilité de l'Eurodistrict est tenue et sa gestion est assurée selon les règles de la comptabilité publique française, notamment les articles L.1612-1 à L.1612-20 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>6. Le comptable public, nommé dans les conditions de l'article L.1617-1 du CGCT, est désigné par le Préfet, après avis du</p>	<p>ARTIKEL 12: Haushalt und Rechnungswesen</p> <p><i>1. Der Rat beschließt den Haushalt Budget primitif (budget prévisionnel) auf Vorschlag des Präsidenten spätestens bis zum 31. März jeden Jahres. Er stellt die Rechnungen durch Beschlussfassung über den Compte administratif, welcher vom Präsidenten vorgelegt wird und den Compte de gestion spätestens bis zum 30. Juni des Jahres, das auf den Schluss des betreffenden Rechnungsjahres folgt, fest.</i></p> <p><i>2. Abschriften des Haushalts (Budget primitif) und des Compte administratif werden den Mitgliedern jedes Jahr zugeleitet.</i></p> <p><i>3. Überschüsse und Fehlbeträge werden in den Haushalt des Folgejahres übernommen.</i></p> <p><i>4. Bei der Beschlussfassung über den Compte administratif muss sich der Präsident zurückziehen; der Rat wählt einen Präsidenten für diese Sitzung.</i></p> <p><i>5. Die Rechnungslegung und das Kassenwesen des Eurodistrikts richten sich nach den Vorschriften über die französische Rechnungslegung, insbesondere nach den Artikeln L.1612-1 bis L.1612-20 des Code général des collectivités territoriales.</i></p> <p><i>6. Der Comptable public, der nach den Bestimmungen des Artikels L. 1617-1 des CGCT (Code Général des</i></p>

<p>Trésorier-Payeur Général.</p> <p>7. Les documents budgétaires sont mis à la disposition du public, au siège de l'Eurodistrict dans les conditions fixées par l'article L.5722-1 du code général des collectivités territoriales.</p>	<p><i>Collectivités Territoriales) bestimmt wird, wird im Benehmen mit dem Trésorier-Payeur-Général vom Präfekten ernannt.</i></p> <p><i>7. Die den Haushalt betreffenden Unterlagen werden der Öffentlichkeit am Sitz des Eurodistrikts nach Maßgabe von Artikel L.5722-1 des Code général des collectivités territoriales zur Verfügung gestellt.</i></p>
<p>ARTICLE 13 : Marchés publics, concessions et délégations de service public.</p> <p>1. L'Eurodistrict, en tant qu'organisme de droit public, est soumis au Code des marchés publics.</p> <p>2. Le Conseil met en place une commission d'appel d'offres pour la passation des marchés publics, conformément à la réglementation applicable.</p> <p>3. Au cas où il serait procédé à une délégation de service public ou à une concession de service public il sera mis en place une commission conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.</p>	<p>ARTIKEL 13: Vergaben, Konzessionen und Aufträge für öffentliche Dienstleistungen</p> <p><i>1. Da der Eurodistrikt eine Einrichtung des öffentlichen Rechts ist, ist der Code des marchés publics anwendbar.</i></p> <p><i>2. Der Rat richtet eine Vergabekommission für die Durchführung öffentlicher Ausschreibungen in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht ein.</i></p> <p><i>3. Im Falle der Beauftragung mit öffentlichen Dienstleistungen oder der Erteilung einer Konzession für öffentliche Dienstleistungen wird ein Ausschuss in Übereinstimmung mit Artikel L.1411-5 des Code général des collectivités territoriales eingerichtet.</i></p>
<p>ARTICLE 14 : Modification des statuts</p> <p>1. Les présents statuts sont annexés aux délibérations concordantes des Assemblées des membres de l'Eurodistrict qui les a approuvés.</p> <p>2. Chaque modification des statuts doit être approuvée par le Conseil à la double majorité simple des représentants des membres statutaires français et allemands.</p>	<p>ARTIKEL 14: Änderung der Satzung</p> <p><i>1. Die vorliegende Satzung wird den übereinstimmenden Beschlüssen der Entscheidungsgremien der Mitglieder des Eurodistrikts beigefügt, durch welche ihr zugestimmt wird.</i></p> <p><i>2. Jede Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung des Rates mit der doppelten einfachen Mehrheit der satzungsgemäßen Vertreter der Mitglieder der deutschen und der französischen Seite.</i></p>
<p>ARTICLE 15 : Responsabilités et droit applicable</p>	<p>ARTIKEL 15: Haftung und anwendbares Recht</p>

<p>1. La responsabilité de l'Eurodistrict vis-à-vis des tiers est basée sur le droit français.</p> <p>2. Les conséquences financières de la mise en œuvre de cette responsabilité seront supportées par le budget de l'Eurodistrict.</p> <p>3. En cas de difficultés ou de dissolution de l'Eurodistrict, les membres sont engagés proportionnellement à leur participation. Les membres restent responsables de ses dettes jusqu'à extinction de celles-ci.</p> <p>4. Pour toutes les autres missions, obligations et litiges pouvant survenir tant sur le plan administratif que judiciaire c'est le droit de la juridiction française qui s'applique, le siège de l'Eurodistrict étant en France. Réserve étant faite de l'application, le cas échéant, des dispositions du règlement CE n°44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.</p>	<p>1. <i>Die Haftung des Verbundes gegenüber Dritten richtet sich nach französischem Recht.</i></p> <p>2. <i>Die finanziellen Folgen der Haftung trägt der Haushalt des Verbundes.</i></p> <p>3. <i>Bei Zahlungsschwierigkeiten oder bei Auflösung des Verbundes sind die Mitglieder nach Maßgabe ihrer Beteiligung verpflichtet. Die Mitglieder des Verbundes haften bis zur Erfüllung der Schulden fort.</i></p> <p>4. <i>Für alle anderen Aufgaben, Verpflichtungen oder Streitigkeiten vor Verwaltungs- wie vor ordentlichen Gerichten ist das französische Recht anwendbar, da der Sitz des Verbundes sich in Frankreich befindet. Dies gilt nicht, soweit die Verordnung (EG) Nr. 44/2001 des Rates vom 22. Dezember 2000 über die gerichtliche Zuständigkeit und die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen anwendbar ist.</i></p>
<p>ARTICLE 16 : Langue de travail</p> <p>1. Les langues de travail de l'Eurodistrict sont l'allemand et le français.</p> <p>2. Les moyens de communication généraux (Plaquettes, actes internes, site internet) et les documents (rapports d'études) produits au sein de l'Eurodistrict et à destination de l'extérieur doivent être édités au moins dans les deux langues de travail.</p>	<p>ARTIKEL 16: Arbeitssprache</p> <p>1. <i>Die Arbeitssprachen des Eurodistrikts sind Deutsch und Französisch.</i></p> <p>2. <i>Die Veröffentlichungen (Broschüren, interne Papiere, Internetauftritt) und die Dokumente (Studien), die vom Eurodistrikt zum Zwecke der Veröffentlichung hergestellt werden, müssen mindestens in den beiden Arbeitssprachen verfasst werden.</i></p>
<p>ARTICLE 17 : Personnel</p> <p>L'Eurodistrict peut employer directement du personnel, bénéficier de mises à disposition ou de détachements. Les conditions relatives</p>	<p>ARTIKEL 17: Personal</p> <p><i>Der Eurodistrikt kann unmittelbar Personal einstellen, sich Personal zur Verfügung stellen oder abordnen lassen. Die Bedingungen der Einstellungen,</i></p>

<p>aux recrutements, à la rémunération, à la couverture sociale et aux conditions de travail sont déterminées par le Bureau. Celui-ci veille à ce que les conditions soient équivalentes pour l'ensemble du personnel, indépendamment de la nationalité ou du lieu de résidence des agents. Dans ce cadre, il peut décider d'appliquer le droit français ou allemand.</p> <p>En cas de mise à disposition de personnel par une collectivité, les éventuels surcoûts liés au régime national de rémunération sont pris en charge par les collectivités d'origine des agents.</p> <p>Le Bureau définit une grille de remboursement des collectivités en fonction du poste concerné.</p> <p>Le Bureau approuve le règlement de service applicable à l'administration du groupement, sur proposition du Secrétaire Général.</p>	<p><i>Arbeitsverhältnisse, Entlohnung und sozialen Absicherung werden vom Vorstand festgelegt, der darauf achtet, dass die Bedingungen für das gesamte Personal gleichwertig sind, unabhängig davon, welche Nationalität und welchen Wohnort der Mitarbeiter hat. Es kann dabei grundsätzlich deutsches oder französisches Recht vereinbart werden.</i></p> <p><i>Im Falle einer Zurverfügungstellung von Personal durch eine Körperschaft werden die eventuellen Mehrkosten aufgrund von nationalen Entlohnungsstandards von den abgebenden Gebietskörperschaften getragen.</i></p> <p><i>Auf der Grundlage der jeweiligen Stellen legt der Vorstand eine Tabelle für die Erstattung an die betroffenen Gebietskörperschaften fest.</i></p> <p><i>Der Vorstand beschließt ergänzend eine Dienstordnung für die Verwaltung auf Vorschlag des Generalsekretärs.</i></p>
<p>ARTICLE 18 : Règlement intérieur</p> <p>L'Eurodistrict établit son règlement intérieur dans les 6 mois de son installation.</p>	<p>ARTIKEL 18: Geschäftsordnung</p> <p><i>Der Eurodistrikt stellt innerhalb von 6 Monaten nach seiner Gründung eine Geschäftsordnung auf.</i></p>
<p>ARTICLE 19 : Commissions consultatives</p> <p>Le Règlement intérieur définit la nature, la composition et les fonctions des commissions consultatives de l'Eurodistrict, associant des partenaires extérieurs.</p>	<p>ARTIKEL 19: Konsultativorgane</p> <p><i>Die Geschäftsordnung bestimmt die Art, die Zusammensetzung und den Geschäftsgang der Konsultativorgane des Eurodistrikts zu denen externe Partner beigezogen werden.</i></p>
<p>ARTICLE 20 : Désignation d'un organisme d'audit externe</p> <p>La Chambre Régionale des Comptes d'Alsace est chargée du contrôle de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.</p>	<p>ARTIKEL 20: Bezeichnung einer externen Prüfungseinrichtung</p> <p><i>Die Chambre Régionale des Comptes d'Alsace wird mit der Prüfung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau betraut.</i></p>

<p>ARTICLE 21 : Entrée en vigueur des statuts</p> <p>Les statuts entrent en vigueur à la date mentionnée à l'article 8, premier alinéa, de la convention constitutive, soit à la publication de la décision de création de l'Eurodistrict prise par le représentant de l'Etat, Préfet de la région Alsace, Préfet du Bas-Rhin.</p>	<p>ARTIKEL 21: Inkrafttreten der Satzung</p> <p><i>Die Satzung tritt mit dem in Artikel 8 Abs. 1 der Gründungsvereinbarung genannten Datum in Kraft, also mit der Veröffentlichung der Entscheidung des Vertreters des Staates, Präfekt der Region Elsass und Präfekt des Bas-Rhin, über die Schaffung des Eurodistrikts.</i></p>
<p>Fait àle....., en exemplaires en langues française et allemande.</p>	<p><i>Geschehen in am, in Urschriften in französischer und deutscher Sprache.</i></p>

Séance du Conseil de l'Eurodistrict / Sitzung des Eurodistriktrates 4 / 2010	Date de la séance / Sitzungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 6 de l'ordre du jour / Punkt 6 der Tagesordnung

**Objet / Betreff: Débat d'orientation budgétaire 2011 du GECT / Diskussion über
den Haushalt 2011 des EVTZ Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau**

I. Contexte / Hintergrund:

Le débat sur les orientations budgétaires correspond à une obligation pour les collectivités locales de droit français de plus de 3 500 habitants, ainsi que le précise l'article 2312-1 du Code Général des Collectivités territoriales.

Le débat d'orientation budgétaire consiste en une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités budgétaires et les évolutions de la situation financière de la collectivité, afin de donner un cadre d'expression et de débat ouvert aux élus en préalable au vote du budget.

Il ne comporte aucune obligation de durée ou de forme, à l'exception de sa tenue qui doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen et le vote du budget primitif.

Le GECT étant un syndicat mixte ouvert de droit français (son siège est à Strasbourg), un débat annuel d'orientation budgétaire doit être organisé au niveau de son assemblée délibérante, à savoir le Conseil de l'Eurodistrict.

II. Cadre budgétaire général du GECT

Afin de mettre en oeuvre ses missions précisées dans l'art. 5 de sa convention constitutive, le GECT bénéficie d'un budget propre et d'une administration dédiée à son fonctionnement.

Gemäß Artikel 2312-1 des « Code Général des Collectivités territoriales » sind französische Gebietskörperschaften mit mehr als 3.500 Einwohnern verpflichtet - vor dem eigentlichen Haushaltsbeschluss - eine allgemeine Diskussion über den Haushalt (débat d'orientation budgétaire) abzuhalten.

Sinn dieser offenen Diskussion ist es, den Politikern vor dem Haushaltsbeschluss die Möglichkeit einzuräumen, sich in der beschließenden Versammlung über die Haushaltsprioritäten und die Entwicklung der Finanzsituation der Körperschaft zu äußern.

Für die Diskussion ist keine besondere Form oder Dauer vorgesehen, sie soll lediglich innerhalb von zwei Monaten vor der Beratung und dem Beschluss des Haushaltsplans erfolgen.

Da der EVTZ ein offener französischer Zweckverband ist (sein Sitz ist in Strasbourg) muss jährlich eine Haushaltsdiskussion im beschließenden Gremium, d.h. im Eurodistriktrat, stattfinden.

II. Allgemeiner Haushaltsrahmen des EVTZ

Um die in Artikel 5 der Gründungsvereinbarung festgelegten Aufgaben umsetzen zu können, verfügt der EVTZ über ein eigenes Budget und über eine eigene Verwaltung.

L'article 11 des statuts précise que le budget est alimenté par une participation de ses membres répartie à stricte parité entre les partenaires français et allemands du GECT.

La présentation du budget du GECT répondra, par ailleurs, aux dispositions formelles prévues pour les collectivités locales françaises de plus de 3 500 habitants et sera soumise à la nomenclature comptable de type M 14.

Cette présentation répond à une nomenclature faisant apparaître des chapitres d'inscription financière répondant aux exigences d'une codification fonctionnelle en lien avec les missions de la collectivité.

Le budget doit par ailleurs être équilibré en dépenses et en recettes ainsi qu'en investissement et en fonctionnement. Un document type complété devra être établi pour la délibération du Conseil sur le budget primitif.

III. Grandes orientations pour l'exercice budgétaire 2010

Conformément à la décision du Conseil de l'Eurodistrict du 26 mars 2009, le montant de l'enveloppe budgétaire globale du GECT a été fixé à **850 000 €**

La répartition entre recettes et dépenses s'effectue comme suit :

a. Recettes prévisionnelles :

- partie allemande (425 000 €)
Ortenaukreis : 332 000 €
Offenburg : 30 100 €
Lahr : 22 200 €
Kehl : 17 600 €
Achern : 12 700 €
Oberkirch : 10 200 €

- partie française (425 000 €)
CUS : 403 750 €
Etat français : 21 250 € (dans l'hypothèse d'une adhésion au GECT courant 2010)

Ville et Communauté Urbaine – Secrétariat français de l'Eurodistrict - 1 parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG -
☎ 03 88 60 98 98 - ☎ 03 88 60 92 92 – mail : eurodistrict@cus-strasbourg.net

Landratsamt Ortenaukreis – Geschäftsstelle Eurodistrict – Badstr. 20 – 77652 Offenburg –
☎ 0781 805 1025 – ☎ 0781 805 1439 – mail: eurodistrikt@ortenaukreis.de

Artikel 11 der Satzung legt fest, dass die Mittel des EVTZ aus den Beiträgen seiner Mitglieder kommen, wobei diese zu gleichen Teilen von der französischen und von der deutschen Seite aufgebracht werden.

Außerdem wird der Haushaltsplan des EVTZ den für französische Gebietskörperschaften mit mehr als 3.500 Einwohnern festgelegten Formbestimmungen entsprechen und der Haushaltsnorm M 14 unterworfen sein.

Diese Aufstellung entspricht einer finanziellen Aufschlüsselung, die den Auflagen einer funktionellen Kodifizierung in Zusammenhang mit den Aufgaben der Körperschaft entspricht.

Darüber hinaus müssen Ausgaben und Einnahmen, sowie Verwaltungshaushalt und Vermögenshaushalt ausgewogen sein. Die Beratung des Rates über den Haushaltsplan wird auf der Grundlage eines ausgefüllten Musterdokuments erfolgen.

III. Leitlinien für das Geschäftsjahr 2010

Gemäß dem Beschluss des Eurodistriktrates vom 26. März 2009 wurde das Gesamtbudget des EVTZ auf **850.000 €** festgelegt.

Die Aufteilung zwischen Einnahmen und Ausgaben sieht wie folgt aus:

a. Haushaltsansatz Einnahmen:

- deutsche Seite (425.000 €)
Ortenaukreis : 332.000 €
Offenburg : 30.100 €
Lahr : 22.200 €
Kehl : 17.600 €
Achern : 12.700 €
Oberkirch : 10.200 €

- französische Seite (425.000 €)
CUS : 403.750 €
Französischer Staat: 21.250 € (wenn der Staat im Laufe des Jahres 2010 beitrifft)

b. Dépenses prévisionnelles :

Les dépenses pour 2011 ont été identifiées en fonction des missions et orientations de travail prévues dans l'article 5 de la convention constitutive du GECT.

Les dépenses doivent plus particulièrement permettre :

- personnel du GECT (4 postes + 1 consacré au fonds pour micro-projets dont le recrutement se fera au cours de l'année).
Montant proposé : 226 000 €

- gestion courante du secrétariat général (location des bureaux, traduction, documentation, frais de mission, communication, organisation des réunions..)
Montant proposé : 97 760 €

- soutien aux projets de coopération transfrontalière contribuant au développement territorial de l'Eurodistrict.
Montant proposé : 526 240 €

- virement vers la section investissement (financement des dépenses d'investissement)
Montant proposé : 0 €

Dans cette hypothèse, les dépenses de fonctionnement se montent à 850 000 € et celles d'investissement à 0 €.

IV. Perspectives et questions pour l'exercice budgétaire 2011

a. Orientations générales

L'année 2011 sera la première année de plein exercice du GECT au cours de laquelle l'Eurodistrict remplira les missions lui étant dévolues.

L'exercice 2010 a été marqué par la mise en place du secrétariat général. Étant donné que le recrutement de personnel, à l'exception du Secrétaire général,

b. Haushaltsansatz Ausgaben:

Die Ausgaben für 2011 wurden auf der Grundlage der im Artikel 5 der Gründungsvereinbarung des EVTZ festgelegten Aufgaben und Leitlinien definiert.

Die Ausgaben sollen hauptsächlich Folgendes ermöglichen:

- Personalkosten des EVTZ (4 Stellen + 1 Stelle aus dem Mikroprojektfond, die im Laufe des Jahres besetzt wird).
Vorgeschlagener Betrag: 226.000 €

- der allgemeine Betrieb des Generalsekretariats (Mietkosten der Räume, Übersetzungen, Informationsmaterial, Reisekosten, Öffentlichkeitsarbeit, Organisation der Sitzungen ...)
Vorgeschlagener Betrag : 97.760 €

- die Unterstützung von grenzüberschreitenden Projekten, die zur territorialen Entwicklung des Eurodistrikts beitragen.
Vorgeschlagener Betrag : 526.240 €

- die Zuführung zum Vermögenshaushalt (Finanzierung der Investitionsausgaben)
Vorgeschlagener Betrag : 0 €

Unter diesen Voraussetzungen würden die Verwaltungsausgaben 850.000 € und die Investitionsausgaben (Vermögenshaushalt) 0 € betragen.

IV. Perspektiven und Fragen zum Haushalt 2011

a. Allgemeine Leitlinien

Das Jahr 2011 wird das erste volle Geschäftsjahr des EVTZ werden, in dem der Eurodistrict seine zugewiesenen Aufgaben erfüllt.

Das Haushaltsjahr 2010 war durch den Aufbau des Generalsekretariats gekennzeichnet. Da die Personaleinstellung mit Ausnahme des Generalsekretärs erst im neuen

n'aboutiront pas avant l'année prochaine, on peut compter sur un excédent à ce poste. Dans sa résolution adoptée à l'unanimité le 28.10.2010, le Bureau recommande au Conseil de conserver les mêmes contributions annuelles qu'en 2010 et de reporter au nouveau budget l'éventuel excédent conformément à l'art. 12, Al. 3 des statuts. L'excédent éventuel pourrait permettre de financer en l'an 2011 plus de projets.

Au cours de l'année budgétaire 2010, le GECT remboursera à l'Ortenaukreis et à la Communauté urbaine de Strasbourg les frais que les deux institutions ont engagés en son nom (Art. 11, Al. 7 des statuts du GECT et décision du Conseil de l'Eurodistrict Point 3 de l'ordre du jour de la séance du 17 juin 2010). Le montant de ces frais sera déduit des contributions respectives des deux institutions au titre de l'année 2011.

b. Points de réflexion à aborder

L'examen d'une répartition interne affinée entre les différentes lignes devra être fait en tenant compte des éléments suivants qui impacteront le budget :

- recrutement d'un chargé de mission dans le cadre du fonds INTERREG de soutien aux micro-projets (50 % pris en charge par l'UE)
- nouvelles adhésions probables côté français (intercommunalités du SCOTERS, GLCT Erstein-Lahr, Département du Bas-Rhin, Région Alsace..).

Jahr abgeschlossen wird, kann mit einem Überschuss in diesem Buchungsbereich gerechnet werden. In seinem einstimmigen Beschluss vom 28.10.2010 empfiehlt der Vorstand dem Rat, die Mitgliedsbeiträge auf dem gleichen Niveau wie 2010 zu belassen und den möglichen Überschuss gemäß Art. 12 Abs. 3 der Satzung in das neue Haushaltsjahr zu übernehmen. Dieser soll vor allem der Projektfinanzierung zugute kommen.

Im Haushaltsjahr 2010 erstattet der EVTZ dem Ortenaukreis und der Communauté urbaine de Strasbourg die Kosten, die beide Institutionen bisher für den EVTZ getätigt haben (Artikel 11 Abs. 7 der Satzung EVTZ sowie dem Beschluss des Eurodistriktrates Tagesordnungspunkt 3 der Sitzung vom 17. Juni 2010). Die jeweiligen Beiträge für das Jahr 2011 werden um den Betrag dieser Kosten reduziert.

b. Weitere Überlegungen

Die Beratung zur genauen Aufteilung der Ausgaben zwischen den verschiedenen Haushaltspositionen wird im Hinblick auf folgende Zusammenhänge erfolgen müssen:

- Einstellung eines Beschäftigten für die Betreuung des INTERREG-Fonds für Mikroprojekte (50% der Kosten werden von der EU übernommen)
- Möglichkeit von neuen Beitritten auf französischer Seite (interkommunal zusammenarbeitende Gemeinden des SCOTERS, GÖZ Erstein-Lahr, Département Bas-Rhin, Région Alsace..).

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodis- trikrates 4/ 2010	Date de la séance / Sitzungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 7 de l'ordre du jour / Punkt 7 der Tagesordnung

Objet / Betreff: Accords sur le remboursement des dépenses du GECT à l'Ortenaukreis et à la Communauté Urbaine de Strasbourg (Statuts Art. 11 Al. 7) / Vereinbarungen über die Erstattung von Ausgaben des EVTZ an den Ortenaukreis und die Stadtgemeinschaft Straßburg (Satzung Art. 11 Abs. 7).

I. Rapport / Sachverhalt:

Depuis le début de l'année, l'Ortenaukreis tout comme la Communauté Urbaine de Strasbourg ont effectué des paiements préalables pour le compte du GECT. Vous trouverez le relevé de ces dépenses en annexe. Cette démarche était nécessaire, parce que le GECT ne disposait pas encore de son budget propre. Conformément au paragraphe 7 de l'art. 11 des Statuts « les frais afférents donnent lieu à un remboursement total ou partiel, dans les conditions fixées par le Conseil.» Le remboursement des coûts de personnel fera l'objet d'une résolution ultérieure. Conformément au droit français, le remboursement ne peut se faire que par le biais d'un contrat (cf. annexe).

Sowohl der Ortenaukreis als auch die Stadtgemeinschaft Straßburg sind seit Anfang des Jahres in Vorleistung getreten. Die geleisteten Zahlungen sind der Anlage zu entnehmen. Diese Vorgehensweise war notwendig, weil der EVTZ noch nicht über ein eigenes Budget verfügen konnte. Nach Art. 11 Abs. 7 der Satzung „führen diesbezügliche Kosten zu einer vollständigen oder teilweise Erstattung nach Maßgabe der vom Rat festzusetzenden Bedingungen.“ Die Erstattung der Personalkosten erfolgt gesondert. Die Erstattung kann nach französischem Recht nur über den Abschluss eines Vertrages erfolgen (siehe Anlage).

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Conseil de l'Eurodistrict valide les contrats présentés et complétés par les déclarations de dépenses en annexe.

Der Eurodistriktrat stimmt den vorgelegten Verträgen mit der jeweiligen Kostenabrechnung zu.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Zustimmung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss
---	--



Convention

entre

le Landratsamt Ortenaukreis
représenté par le
Landrat Frank Scherer
- désigné par la suite par
« Ortenaukreis » –

et le

Groupement Européen de Coopération
territoriale (GECT
« Eurodistrict Strassbourg-Ortenau »
représenté par son Président
Roland Ries
- désigné par la suite par « GECT » -

relative au remboursement à l'Ortenaukreis des dépenses qu'il a engagées pour le compte du GECT depuis sa création début 2010 (1^{er} février 2010) conformément à l'article 11, paragraphe 7 des statuts du Groupement Européen de Coopération territoriale « Eurodistrict Strassbourg-Ortenau » et à la résolution du Conseil de l'Eurodistrict inscrite au point 3 de l'ordre du jour de la séance du 17 juin 2010

§ 1

L'Ortenaukreis a engagé des dépenses pour le compte du GECT depuis la création de ce dernier début 2010. Conformément au décompte récapitulatif des dépenses figurant en annexe 1 et faisant partie intégrante de cette convention, la somme due à l'Ortenaukreis est de **58.014,57 Euro (à confirmer)**

Vertrag

zwischen

dem Landratsamt Ortenaukreis
vertreten durch den Landrat Frank Scherer
- im folgenden „Ortenaukreis“ genannt -

und dem

Europäischer Verbund für territoriale
Zusammenarbeit (EVTZ)
„Eurodistrict Strassbourg – Ortenau“,
vertreten durch den Präsidenten Roland Ries
- im folgenden „EVTZ“ genannt -

über die Erstattung von Ausgaben des EVTZ seit seiner Gründung Anfang des Jahres 2010 (1. Februar 2010) an den Ortenaukreis gemäß Artikel 11 Abs. 7 der Satzung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrict Strassbourg – Ortenau“ sowie dem Beschluss des Eurodistrictrates Tagesordnungspunkt 3 der Sitzung vom 17. Juni 2010.

§ 1

Der Ortenaukreis ist für Ausgaben des EVTZ seit seiner Gründung Anfang des Jahres 2010 in Vorleistung getreten. Aus der beiliegenden Kostenaufstellung (Anlage 1), die Bestandteil dieses Vertrages ist, ergibt sich ein Saldobetrag zugunsten des Ortenaukreises in Höhe von **58.014,57 EUR. (muss noch bestätigt werden).**

§ 2

Conformément à l'article 11, paragraphe 7 des statuts du GECT en liaison avec la résolution du Conseil de l'Eurodistrict inscrite au point 3 de l'ordre du jour de la séance du 17 juin 2010, le GECT s'engage à rembourser à l'Ortenaukreis les coûts que ce dernier a engagés pour son compte.

§ 3

Le remboursement est dû dans un délai de un mois à partir du jour où le décompte récapitulatif des dépenses effectuées a été approuvé par le Conseil de l'Eurodistrict. La somme due sera versée sans déduction et en Euro sur le compte n° 20545 détenu par l'Ortenaukreis auprès de la banque Sparkasse Offenburg-Ortenau (code bancaire 664 500 50)

§ 2

Gemäß Artikel 11 Abs. 7 der Satzung des EVTZ in Verbindung mit dem Beschluss des Eurodistriktrates Tagesordnungspunkt 3 der Sitzung vom 17. Juni 2010 erstattet der EVTZ dem Ortenaukreis die Kosten, die er für den EVTZ getätigt hat.

§ 3

Der Erstattungsbetrag ist innerhalb eines Monats nachdem die Kostenaufstellung vom Eurodistriktrat bestätigt wurde fällig und in Euro ohne Abzug auf das Konto 20545 des Ortenaukreises bei der Sparkasse Offenburg-Ortenau (BLZ 664 500 50) zu leisten.

Strasbourg, le

Offenburg, den

.....
Roland Ries
Président du GECT

.....
Frank Scherer
Landrat des Ortenaukreises

CONVENTION FINANCIERE

**relative au remboursement des frais préfinancés par la Communauté Urbaine de Strasbourg,
pour le compte du GECT Eurodistrict Strasbourg-Ortenau**

Entre :

La Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), représentée par son Président,

d'une part,

et

Le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Preamble

Par délibération du 17 avril 2009 a été décidée la création d'un GECT pour l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

Afin d'assurer le bon déroulement des missions de cet organisme, et dans l'attente de sa mise en œuvre opérationnelle lui permettant une totale autonomie budgétaire et comptable, la Communauté Urbaine de Strasbourg prend en charge certaines de ses dépenses de fonctionnement.

Les conditions de cette prise en charge partielle sont réglées par la présente convention.

Article 1^{er} : Nature des dépenses préfinancées par la CUS

En partenariat avec l'Ortenaukreis, la CUS prend en charge certaines des dépenses suivantes :

- frais de personnel (publication des postes, mise à disposition...)
- autres frais divers de fonctionnement

Article 2 : Suivi des dépenses engagées par la CUS

Des états récapitulatifs des dépenses engagées par la CUS conformément à l'art 1^{er} de la présente convention seront établis périodiquement et notamment en fin d'exercice budgétaire.

Ils devront être validés par les deux parties.

Article 3 : Modalités de remboursement des dépenses engagées par la CUS

Le montant des sommes avancées sera versé par le GECT, conformément aux états visés par l'article 2 de la présente convention, dans les deux mois à compter de la réception de la demande.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention s'applique aux dépenses engagées au titre des exercices budgétaires 2010 et 2011, et entre en vigueur à compter de sa signature.

Fait à Strasbourg en deux exemplaires, le

Roland RIES
Président
du GECT Strasbourg-Ortenau

Jacques BIGOT
Président de la
Communauté urbaine de Strasbourg

Vom Vorstand angenommene und vom Eurodistrikt unterstützte Projekte

Projektbezeichnung	Inhalt	Projekträger	Angefragte Subvention an den Eurodistrikt
Institut pour la Promotion du Lien Social (IPLS)	Deutsch-französische Konferenzen zu humanistischen Themen im Eurodistrikt 1 Konferenz im Dezember 2010, 3 bis 4 Konferenzen im Jahr 2011	IPLS	für 2010 4.250 € für 2011 13.575 €
Réseau Express Jeunes	Deutsch-französischer Fachtag für Sozial- und Jugendarbeiter am 16.11.10 in Straßburg. Feststellung der Partner und der Strukturen auf der anderen Rheinseite Austausch von best practice und Know-How Initiierung von neuen grenzüberschreitenden Projekten	Réseau Express Jeunes	1.350 €
Deutsch-französische Fußballturniere	Fünf Fußballturniere auf dem Gebiet des Eurodistrikt im ersten Halbjahr 2011 Eurodistriktcup zwischen den Finalisten der CUS und des Ortenaukreises	Südbadischer Fußballverband (SBFV)	6.900 €
Blaskapellen ohne Grenzen	Durchführung von 2 grenzüberschreitenden Konzerten der Blaskapellen Wantzenau, Gamsheim, Schiltigheim und Achern am 13. und 14. November in la Wantzenau	Kapelle la Wantzenau	700 €
Wirtschaftsjunioren	Begegnung der Wirtschaftsjunioren aus Strasbourg, Offenburg, Stuttgart und Brüssel am 30. und 31. Oktober in Straßburg	Wirtschaftsjunioren Strasbourg	2.000 €

Projets subventionnés par l'Eurodistrict suite à une décision du Bureau

Intitulé projet	Contenu	Porteur du projet	Subvention demandée à l'Eurodistrict
Institut pour la Promotion du Lien Social (IPLS)	Conférences franco-allemandes destinées à promouvoir les valeurs humaines sur le territoire de l'Eurodistrict 1 conférence en décembre 2010, 3 à 4 conférences en 2011	IPLS	pour 2010 4.250 € pour 2011 13.575 €
Réseau Express Jeunes	Journée thématique franco-allemande pour travailleurs sociaux et de jeunesse le 16.11.10 à Strasbourg. Identifier les partenaires et les structures de l'autre côté du Rhin. Echange de pratiques et savoir-faire. Initiation de nouveaux projets transfrontaliers	Réseau Express Jeunes	1.350 €
Tournois de foot franco-allemands	Cinq tournois franco-allemands sur le territoire de l'Eurodistrict au cours du premier semestre 2011. Coupe de l'Eurodistrict entre les finalistes de la CUS et de l'Ortenau	Ligue de football badoise (SBFV)	6.900 €
Harmonies sans frontières	Organisation de 2 concerts transfrontaliers des harmonies de la Wantzenau, Gamsheim, Schiltigheim et Achern les 13 et 14 novembre à la Wantzenau	Harmonie de la Wantzenau	700 €
Jeunes Chambres Economiques	Rencontre entre les JCE de Strasbourg, Offenbourg, Stuttgart et Bruxelles les 30 et 31 octobre à Strasbourg	Jeune Chambre Economique de Strasbourg	2.000 €

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistrik- trates 4 / 2010	Date de la séance / Sitzungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 10 de l'ordre du jour / Punkt 10 der Tagesordnung

Objet / Betreff: BAAL novo théâtre franco-allemand pour les enfants et les jeunes – Programme Jung@Jeunes 2010 et 2011 / BAAL novo – Deutsch-Französisches Theater für Kinder und Jugendliche - Programm Jung@Jeunes 2010 und 2011

I. Rapport / Sachverhalt:

Depuis sa création en 2004, la compagnie BAAL novo fait du théâtre franco-allemand et ses pièces sont jouées des deux côtés du Rhin. BAAL novo se montre ouverte à d'autres cultures et encourage la tolérance, l'honnêteté et le courage dans ses œuvres. BAAL novo a reçu plusieurs prix de théâtre pour son travail innovant. Le bilinguisme dans l'Eurodistrict lui tient particulièrement à cœur et la compagnie a pour but, de par son théâtre expérimental et ludique, d'enseigner le français et l'allemand à un jeune public.

BAAL novo met, depuis sa restructuration en 2009, l'accent sur des pièces de théâtre franco-allemandes pour enfants et adolescents.

Le nombre de représentations en France a augmenté depuis de 3 en 2009 à 15 en 2010, et la compagnie s'attend à une croissance de 30 à 50 % par an.

En parallèle, l'association française de BAAL novo a pu obtenir de nouvelles subventions de la part d'institutions françaises qui l'avait déjà soutenue jusque fin 2008 dans le cadre d'un projet Interreg.

Du côté allemand, et tout spécialement à Offenbourg et dans l'Ortenau, un soutien

Seit seiner Gründung im Jahre 2004 macht BAAL novo deutsch-französisches Theater und seine Stücke werden auf beiden Seiten des Rheins gespielt. BAAL novo zeigt sich offen für andere Kulturen und Toleranz, Ehrlichkeit und Mut zeichnen seine Stücke aus. Für seine innovative Arbeit erhielt BAAL novo schon mehrere Theaterpreise. BAAL novo liegt die Bilingualität im Eurodistrikt besonders am Herzen und die Theatergruppe ist bestrebt, einem jungen Publikum durch ein experimentelles Theater spielerisch die deutsche und französische Sprache beizubringen.

Seit seiner Umstrukturierung im Jahre 2009 legt BAAL novo den Schwerpunkt seiner Arbeit auf deutsch-französische Theaterstücke für Kinder und Jugendliche.

Seit dieser Zeit ist die Zahl der Vorstellungen in Frankreich von 3 im Jahre 2009 auf 15 im Jahre 2010 gestiegen und der erwartete jährliche Zuwachs beträgt 30 bis 50%. Parallel zu dieser Entwicklung konnte der französische BAAL novo Verein eine weitere finanzielle Förderung von den französischen Institutionen erhalten, die diesen im Rahmen einer Interreg-Förderung bis 2008 unterstützt hatten.

Auf deutscher Seite und speziell in Offenbourg und in der Ortenau ist seit mehreren

Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

financier existe depuis plusieurs années car BAAL novo connaît un grand succès auprès des écoles de l'Ortenau avec ses pièces de théâtre bilingues. Plus de 1550 écoliers français ont participé à des représentations de Baal novo tout au long de l'année scolaire 2009/2010.

Pour 2010, 40 représentations [Jung@Jeunes](#) sont prévues (en France et dans la zone frontalière allemande) et 6000 spectateurs sont attendus. Pour 2011, 50 représentations sont prévues.

Pour l'année 2010 et 2011 plusieurs nouvelles pièces de théâtre bilingues seront jouées dans le cadre du programme [Jung@Jeunes](#), entre autres la pièce expérimentale « Les Saute-murailles » montrant des jeunes en marge de la société qui s'échappent de leur situation sans issue pour refaire leur vie.

Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau

Jahren eine finanzielle Unterstützung gegeben, da die bilingualen Theaterstücke von BAAL novo von den dortigen Schulen sehr gut besucht sind. Im Schuljahr 2009/2010 haben auch 1500 französische Schüler BAAL novo Theaterstücke in Offenburg besucht.

Für 2010 sind 40 [Jung@Jeunes](#) Aufführungen vorgesehen (in Frankreich und im deutschen Grenzgebiet) und 6000 Zuschauer werden erwartet. Für 2011 sind 50 Aufführungen geplant.

Für die Jahre 2010 und 2011 sollen im Rahmen vom Programm [Jung@Jeunes](#) mehrere neue bilinguale Theaterstücke aufgeführt werden, u.a. das experimentelle Stück Mauersegler, welches junge Leute am Rande der Gesellschaft darstellt, die aus ihrer zunächst aussichtslosen Situation ausbrechen, um ihren eigenen erfolgreichen Weg im Leben zu gehen.

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le conseil de l'Eurodistrict approuve le précieux travail pédagogique que la compagnie BAAL novo effectue à travers ses pièces bilingues.

Pour cette raison il décide d'aider financièrement la compagnie en lui versant les subventions suivantes :

- **d'un montant de 24.000 €Euro pour l'année 2010**
- **d'un montant de 30.000 €Euro pour l'année 2011**

Le Conseil tient à faire savoir de manière générale que toute aide financière revêt un caractère unique et ne saurait être attribuée automatiquement chaque année. La promotion assurée par l'Eurodistrict est liée à l'obligation de la part des porteurs du projet d'apposer le logo l'Eurodistrict sur tous les supports de communication et d'évoquer dans le cadre de leurs relations publiques la

Ville et Communauté Urbaine – Secrétariat français de l'Eurodistrict - 1 parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG -
☎ 03 88 60 98 98 - ☎ 03 88 60 92 92 – mail : eurodistrict@strasbourg.eu

Der Eurodistriktrat begrüßt die wertvolle pädagogische Arbeit, die die Theatergruppe BAAL novo durch ihre bilingualen Theaterstücke leistet.

Aus diesem Grund beschließt er sie finanziell zu unterstützen und gewährt ihr eine finanzielle Unterstützung

- **in Höhe von 24.000 Euro für das Jahr 2010 und**
- **in Höhe von 30.000 Euro für das Jahr 2011**

Der Rat weist generell darauf hin, dass jede finanzielle Förderung einen einmaligen Charakter hat und nicht automatisch jedes Jahr wiederholt werden kann. Geknüpft an die Förderung durch den Eurodistrict besteht für die Projektträger die Verpflichtung, auf allen Werbepunkten das Logo des Eurodistrikts anzubringen und die Förderung durch den Eurodistrict bei der

**Eurodistrict
Strasbourg-Ortenau**

promotion des pièces de théâtres franco-allemandes par l'Eurodistrict.

**Eurodistrikt
Strasbourg-Ortenau**

Öffentlichkeitsarbeit zu erwähnen.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss

BAAL novo - deutsch-französisches Theater für Kinder und Jugendliche
BAAL novo - théâtre franco-allemand pour les jeunes et les enfants
 Projekt Jung@Jeunes pour les années 2010 et 2011
 Projet Jung@Jeunes für die Jahre 2010 und 2011

Vorläufiges Budget / *Budget prévisionnel*

RECETTES / EINNAHMEN			DEPENSES / AUSGABEN		
	2010	2011		2010	2011
Eigenmittel / <i>Fonds propres</i>	36.650 €	43.000 €	Dienstleistungen, technische Kosten, Materialkosten <i>Prestations de services, coûts techniques, coûts matériels</i>	17.000 €	23.000 €
CNASEA	8.280 €	6.000 €	Dienstleistungen (u.a. Materialmiete und Versicherungen) <i>Autres prestations de services (dont location de matériels et assurances)</i>	2.000 €	2.000 €
Französische Förderungen / <i>Subventions françaises</i>			Honorare, Urheberrechte, Öffentlichkeitsarbeit, Fahrtkosten, Unterkunft etc./ <i>Honoraires, droits d'auteur, communication, frais de transport, logement etc..</i>	65.250 €	78.120 €
Région Alsace	10.500 €	10.500 €			
Département du Bas-Rhin	5.000 €	8.000 €			
CUS	8.000 €	15.000 €			
DRAC Alsace		4.000 €			
Gesamt / Total	23.500 €	37.500 €			
Deutsche Förderungen / <i>Subventions allemandes</i>			Personalkosten / Frais de personnel	54.810 €	60.010 €
Land Baden-Württemberg	40.000 €	40.000 €			
Stadt Offenburg	14.000 €	14.000 €			
Gesamt / Total	54.000 €	54.000 €			

Subvention Eurodistrict-	24.000 €	30.000 €	Allgemeine Kosten / Frais divers	8.370 €	8.370 €
Entente Franco-allemande	1.000 €	1.000 €			
Gesamt Einnahmen / <i>Total recettes</i>	147.430 €	171.500 €	Gesamt Ausgaben / Total dépenses	147.430 €	171.500 €

Séance du Conseil de l'Eurodistrict Sitzung des Eurodistrik- trates 4 / 2010	Date de la séance / Sit- zungstag 25.11.2010
---	---

Point n° 11 de l'ordre du jour / Punkt 11 der Tagesordnung

**Objet / Betreff: Calendrier 2011 des manifestations „grand public“ Eurodistrict /
Agenda 2011 der Eurodistrikt - Veranstaltungen**

I. Rapport / Sachverhalt:

Conformément à la décision du Conseil de l'Eurodistrict du 1^{er} juillet 2008, le « Km Solidarité » et la Journée de la randonnée seront reconduits en 2011. Le suivi de ces dossiers est transféré des secrétariats allemand et français au secrétariat général. Cette année, la fête du vélo et le pique-nique européen de l'Eurodistrict n'auront pas lieu.

- Fête du Vélo et Pique-Nique Européen :

En raison des travaux qui se dérouleront côté français, au printemps prochain, l'accès au Jardin des Deux Rives ne pourra pas se faire par les pistes cyclables. Par conséquent, la manifestation transfrontalière proposant des circuits guidés franco-allemands de part et d'autre du Rhin, telle que l'Eurodistrict l'organise depuis 2007, ne pourra pas être reconduite en 2011.

- Km Solidarité :

Le km Solidarité 2011 aura lieu les **23 et 24 mai 2010**. Les courses des CM2 se dérouleront le 24 mai au Jardin des Deux Rives. En 2011, la Ville de Strasbourg organisera la 20^{ème} édition du km solidarité. Cette édition sera organisée pour la 5^{ème} année à l'échelle de l'Eurodistrict. Le bénéficiaire de la cagnotte obtenue grâce à la manifestation reste encore à déterminer. La cagnotte doit revenir à des enfants des deux côtés du Rhin.

Der Spendenlauf km Solidarität und der Wandertag werden 2011 entsprechend dem Beschluss des Eurodistriktrates vom 1. Juli 2008 wieder stattfinden. Die anfallenden Koordinierungsarbeiten für die Veranstaltungen gehen dabei von der deutschen und französischen Geschäftsstelle auf das Generalsekretariat über. Die Veranstaltungen Fahrradtag und Europäisches Picknick werden dieses Jahr als Eurodistrikt-Veranstaltung ausgesetzt.

- Eurodistrikt-Fahrradtag und Europäisches Picknick:

Im Frühjahr werden Bauarbeiten auf französischer Seite die Zufahrtswege für Fahrradfahrer zum Garten der Zwei Ufer blockieren. Daher ist die grenzüberschreitende Veranstaltung mit deutsch-französisch geführten Thementouren beiderseits des Rheins, wie der Eurodistrikt sie seit 2007 durchführt, 2011 nicht realisierbar.

- Spendenlauf Km Solidarité:

Km Solidarité 2011 wird am **23. und 24. Mai 2010** stattfinden. Die Läufe der 5. Klassen werden am 24. Mai im Garten der Zwei Ufer ausgetragen. Der Schülerspendenlauf feiert 2011 doppelt Jubiläum: Es ist die 20. Veranstaltung für die Stadt Straßburg und die fünfte grenzüberschreitende für den Eurodistrikt. Die Vereine, welche die bei der Veranstaltung gesammelten Spenden erhalten, müssen noch bestimmt werden. Die Spenden sollen Kindern auf beiden Seiten des Rheins zugute kommen.

- **Journée de la randonnée:**

Au vu du succès rencontré lors de l'édition 2010 avec 500 participants à Offenbourg-Rammersweier, et conformément au principe de l'alternance, cette manifestation se déroulera côté français en 2011. Elle aura lieu le **dimanche, le 6 ou 13 octobre 2011**. (la date reste encore à confirmer).

- **Wandertag:**

Nach dem Erfolg der Veranstaltung 2010 mit 500 Gästen und Teilnehmern in Offenbourg-Rammersweier, wird dem alternierenden Prinzip entsprechend nächstes Jahr die Veranstaltung auf französischer Seite ausgetragen. Die Veranstaltung findet am **Sonntag, 6 /13. Oktober 2011** statt (das Datum muss noch bestätigt werden).

II. Proposition de résolution / Beschlussvorschlag:

Le Bureau de l'Eurodistrict recommande au Conseil l'adoption de l'agenda pour les manifestations grand public de l'année 2011.

Der Rat des Eurodistrikts nimmt nach der Empfehlung des Vorstandes die vorgeschlagene Agenda für die Veranstaltungen im Jahr 2011 an.

III. Résultat des délibérations / Beratungsergebnis:

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Zustimmung
<input type="checkbox"/> Refus	<input type="checkbox"/> Ablehnung
<input type="checkbox"/> Résolution modifiée	<input type="checkbox"/> Abweichender Beschluss